



Mémoire de fin d'Etudes

Thème :

Politique budgétaire et croissance inclusive

Présenté et soutenu par :

JAOUADI Chaima

Encadré par :

Mr. ELFERKTAJI Riadh

Etudiant(e) parrainé(e) par :

Le Ministère des Finances

“C'est dans l'effort que l'on trouve la satisfaction et non dans la réussite. Un plein effort est une pleine victoire.”

Gandhi

Dédicaces

En témoignage de ma profonde reconnaissance et de ma sincère gratitude, je dédie ce modeste travail à :

Ma mère

Qui a œuvré pour ma réussite, par son amour, son soutien, tous les sacrifices consentis et ses précieux conseils. Pour toute son assistance et sa présence dans ma vie, qu'elle reçoit, à travers ce travail, l'expression de mes sentiments et de mon éternel amour et gratitude.

Mon père

Qui m'a toujours encouragée et soutenue. Qu'il trouve ici le résultat de longues années de conseil, d'encouragement et de soutien.

A ma meilleur amie Rym TLIJANI

A tous les moments passés avec toi, en gage de ma profonde estime pour l'aide que tu m'as apporté. Tu m'as soutenu, réconforté et encouragé. Puissent nos liens se consolider et se pérenniser encore plus.

A tous mes amis, et spécialement pour *Oumayma AYADI, Yasmine MEJRI et Wiem JOUINI* pour leurs soutiens infailibles, et leurs encouragements tout au long de cette période de préparation de ce rapport.

Remerciements

Qu'il me soit permis de présenter ici mes remerciements à toute personne qui a rendu possible la présente étude et qui a contribué à son élaboration sous quelque forme que ce soit.

Je tiens tout d'abord à dire ma reconnaissance envers mon encadrant Monsieur **Riadh ELFERKTAJI** pour ses conseils et ses précieuses orientations qui m'ont été forts utiles, et pour l'honneur qu'il m'a fait d'avoir accepté de diriger ce travail.

Mes sincères remerciements s'adressent tout particulièrement à Madame **Ibtissem BEN ALJIA**, Directrice de la Direction Générale des ressources et des équilibres a, pour avoir fait en sorte que mon stage se déroule dans les meilleures conditions.

Je remercie également toute **l'équipe pédagogique de l'IFID** qui m'ont formée tout au long de mon cursus, et qui m'ont permis d'approfondir mes connaissances.

Sommaire

SOMMAIRE	
LISTE DES ABREVIATIONS	
LISTE DES FIGURES	
LISTE DES TABLEAUX	
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE 1 : PRESENTATION DES CONCEPTS DE BASE	5
SECTION 1 : POLITIQUE BUDGETAIRE :	5
SECTION 2 : LA CROISSANCE INCLUSIVE	13
CHAPITRE 2 :	25
POLITIQUE BUDGETAIRE EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE	25
SECTION 1 : LES DEPENSES EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE :	25
SECTION 2 : LES RECETTES PUBLIQUES POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE :	34
CHAPITRE 3 : ETUDE EMPIRIQUE	
POLITIQUE BUDGETAIRE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE : CAS DE LA TUNISIE	43
SECTION 1 : LA POLITIQUE BUDGETAIRE EN TUNISIE :	44
SECTION 2 : METHODOLOGIE EMPIRIQUE	49
SECTION 3 : RESULTAT ET ANALYSES :	59
CONCLUSION GENERALE	71
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	73
ANNEXES	76
TABLE DES MATIERES	87

Liste des abréviations

FMI : Fonds Monétaire International

BA : La Banque mondiale

BAD : Banque africaine de développement

INS : Institut national de la statistique

IRPP : L'impôt sur le revenu des personnes physiques

IS: L'impôt sur les sociétés

ITCEQ : Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OMS : Organisation mondiale de la santé

ONU : Organisation des Nations unies

PIB : Le produit intérieur brut

PNUD : Le Programme des Nations unies pour le développement

TVA : La taxe sur la valeur ajoutée

UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

Liste des figures

Figure 1: Les dimensions de la croissance inclusive	17
Figure 2: La forme de la courbe de LORENTZ.....	20
Figure 3: Corrélation entre PIB par habitant et durée de l'éducation en 2010.....	26
Figure 4: Répartition des recettes de budget de l'Etat*	45
Figure 5: Répartition des dépenses de budget de l'Etat *	46
Figure 6: Evolution du PIB	51
Figure 7: L'évolution du taux de pauvreté et l'indice de GINI.....	52
Figure 8: Evolution des dépenses d'éducation	53
Figure 9: L'évolution des dépenses de santé	54
Figure 10: L'évolution des dépenses de développement.....	55
Figure 11: L'évolution des impôts	55

Liste des tableaux

Tableau 1:Les règles budgétaires.....	7
Tableau 2 : Les dimensions de la croissance inclusive.....	17
Tableau 3: Les 32 indicateurs d'inclusion d'Ali et Zhuang.....	21
Tableau 4: Statistiques descriptives :.....	56
Tableau 5: Tests de racine unitaire	59
Tableau 6: Test de cointégration : Spécification avec croissance inclusive	61
Tableau 7: Résultats des estimations de la relation de long terme	62
Tableau 8: Résultats des estimations de la relation de court terme	62
Tableau 9:Recommandations pour favoriser une croissance inclusive en Tunisie.....	68

Introduction générale

La politique budgétaire, associée à la politique monétaire est considérée l'un des principaux outils mis à la disposition des autorités publiques afin d'intervenir et d'influencer l'économie.

En effet, son rôle principal est de stabiliser l'économie. Pour ce faire, l'État a le choix soit d'agir sur les dépenses, en les injectant dans le circuit économique, soit sur les recettes, plus précisément, les impôts et les taxes, qui sont considérées les fuites du circuit économique

L'économiste John Maynard Keynes, dans son étude (1930), a considéré l'État comme un acteur principal dans la création de la croissance et la redistribution de la richesse.

Partant de son rôle en matière de répartition de la richesse nationale, la politique budgétaire s'avère l'un des instruments appropriés de l'action de l'État, qui à travers elle, les pouvoirs publics visent à instaurer les bases d'une économie inclusive, apte à éliminer la pauvreté et à constituer un rempart contre l'aggravation des inégalités dans toutes leurs dimensions.

Les débats relatifs à l'impact de la croissance économique sur le développement humain sont anciens, nombreux et polysémiques. Plus récemment, les organisations multilatérales se sont emparées du concept de croissance pro-pauvres avant qu'il ne soit élargi soit intégré dans la notion au concept de croissance inclusive. C'est à dire, implicitement, on reconnaît qu'un rythme de croissance économique n'entraîne pas en réalité un meilleur développement pour les populations, notamment pour les plus pauvres et les plus vulnérables, et ceci dans divers domaines comme l'éducation, la santé et les investissements.

Avec l'apparition de la croissance inclusive depuis les années 2000 en tant qu'un nouvel objectif politique à atteindre à travers plusieurs débats faits par :la Banque mondiale, la Commission européenne, l'OCDE, le FMI et le Forum Économique Mondial. De même, de nombreuses études de Lustig, (2016), Lustig et al. (2013), Martinez-Vazquez et al. (2012), ont traité la relation entre la croissance inclusive et la politique budgétaire tout en prouvant que les dépenses publiques, à savoir les dépenses d'éducation et de santé, peuvent minimiser les disparités de revenus. D'autres études se sont focalisées sur la recette fiscale et son importance pour aboutir à la croissance inclusive. Conformément à ceci, Bastagli et al. (2012) montrent que les impôts directs réduisent la différence dans la répartition des revenus.

En se référant aux pays en développement, une recherche faite par B.Clements (2022) explique comment la politique budgétaire favorise une croissance inclusive.

Les principaux résultats ont révélé que la dépense publique affecte le bien-être des ménages par le biais à la fois des paiements monétaires (impôts et transferts) et des prestations en nature (par exemple : l'éducation et les services de santé gratuits).

A propos des recettes, elles peuvent aider à construire des bases fiscales fiables en limitant les exonérations, en luttant contre l'évasion fiscale et en renforçant l'administration fiscale, ce qui permet un financement non inflationniste des avantages monétaires et en nature d'où la politique budgétaire peut présenter un instrument puissant qui répond aux préoccupations distributives de l'État.

En Tunisie, *‘le principal défi de relever dans les années à venir consiste à réaliser une croissance inclusive qui réduit les inégalités entre les régions et n'exclut personne, avec une focalisation sur les populations les plus vulnérables’*¹.

La structure économique tunisienne se trouve confrontée aux plusieurs difficultés relatives à la politique et l'économie touchant principalement la croissance économique, la pauvreté et le chômage.

Dans le cadre de ces réflexions que s'inscrit notre travail qui présente en premier lieu, la politique budgétaire et la croissance inclusive. Puis il rapporte, en deuxième lieu, un retour réflexif sur la relation entre la politique budgétaire et la croissance inclusive. Le tout sera clôturé par une dernière partie consistant à relever l'impact de la politique budgétaire sur la croissance inclusive en Tunisie sur un échantillon de 20 ans.

L'objectif de ce mémoire s'agira alors de répondre à la problématique suivante :

Quel rôle de politique budgétaire, une combinaison de dépenses et de politique fiscale, dans le soutien de la croissance inclusive ?

Pour apporter des éléments de réponse à cette problématique, ce présent travail va prendre forme sous trois chapitres :

- Un premier chapitre, qui présente le cadre théorique qui permettra, tout d'abord, de définir les concepts de base relatifs à notre étude à savoir : la politique budgétaire, ses limites et son importance. Aussi, la croissance inclusive, ses dimensions et ses indicateurs.

¹ D'après le coordonnateur du système des Nations Unies en Tunisie Diego Zorilla

- Un deuxième chapitre, qui sera consacré à expliquer le lien entre la politique budgétaire et la croissance inclusive tout en mettant l'accent, premièrement, sur les dépenses de santé, d'éducation et d'investissement. Et deuxièmement, il va s'intéresser à la politique fiscale.
 - Un troisième chapitre, qui sera dédié à l'exposition de la partie empirique de cette étude dont son objet est de vérifier l'existence d'une liaison entre la politique budgétaire et la croissance inclusive en Tunisie, où nous essaierons d'expliquer les variables utilisées puis nous passerons à l'estimation économétrique et par la suite, nous vérifierons si se trouve une relation à court ou à long terme entre les variables étudiées.
- Enfin, nous terminerons par l'analyse des résultats obtenus.

Chapitre 1 : Présentation des concepts de base

Introduction :

La politique budgétaire constitue l'ensemble des moyens mis en œuvre par le gouvernement de l'État afin d'agir sur l'économie du pays. L'objectif est de fixer les recettes de l'état d'une part et de répartir les dépenses d'une autre part. Elle joue un rôle, également, dans la régulation de la conjoncture pareillement pour la recherche des grands équilibres.

En effet, la politique budgétaire est utilisée pour soutenir l'activité économique dans une situation de crise ou de récession de croissance autant que dans le cas d'une forte croissance de façon à réaliser une justice sociale et une équité dans la mesure où la politique budgétaire permet de favoriser une croissance inclusive.

Au niveau de ce chapitre, nous allons présenter les concepts de base liés à la politique budgétaire dans une première section, et ceux liés à la croissance inclusive dans une deuxième section.

Section 1 : Politique budgétaire :

1. Définition et typologie des règles budgétaires

1.1 Définition :

Selon J.Bonenfant & J.Lacroix (2016) : « La politique budgétaire est l'un des principaux instruments de la politique économique. Elle consiste à utiliser le budget de l'État pour agir sur la conjoncture. Elle englobe l'ensemble des mesures qui ont des conséquences sur les ressources et les dépenses de l'État et qui visent à atteindre certains objectifs de politique conjoncturelle ».

De ce fait, nous pouvons dire que la politique budgétaire repose sur l'utilisation du budget de l'État comme un instrument de régulation conjoncturelle. Elle peut être utilisée pour freiner l'activité en cas d'inflation et de déséquilibre des échanges extérieurs. De plus, selon les prescriptions de Keynes, la politique budgétaire permet de relancer l'activité économique.

Le principe de la politique budgétaire se repose sur le fait d'agir sur le niveau de la demande globale pour influencer celui de l'offre globale. Sur le plan macroéconomique, la politique budgétaire représente l'ensemble des ressources en biens et services (la production nationale et les importations) dont disposent les acteurs économiques au cours d'une période déterminée correspondant à la somme des emplois créés pendant cette même durée.

Ces emplois sont constitués essentiellement de l'investissement global, de la consommation globale, des dépenses de l'État en biens finaux et aussi de l'ensemble des exportations réalisées au cours de cet intervalle de temps.

Conséquemment, toute variation des dépenses de l'État doit se réverbérer sur la production intérieure. C'est pourquoi, pour accroître les créations d'emplois, il suffit de favoriser la production intérieure à travers l'augmentation des dépenses de l'État. Sur le plan pratique, l'État se trouve obligé d'accepter le déficit budgétaire. Ce dernier est temporaire, puisque l'invention d'une richesse additionnelle permettra de le résorber immédiatement par des recettes fiscales accrues.

En ce qui concerne le choix de la politique budgétaire, il se fait en fonction du contexte économique du pays de sorte que le gouvernement doit opter pour une politique budgétaire correspondante à des circonstances bien particulières. A cet égard, le gouvernement peut adopter à une politique restrictive ou une politique expansionniste. Cette dernière adoptée dans le but de relancer l'activité économique en cas de faible croissance et de taux de chômage élevés dans le pays. Du point de vue de Keynes, la politique budgétaire expansionniste utilise les dépenses publiques pour soutenir l'activité économique. Cette politique a comme limite l'aggravation des déficits publics.

Apropos la politique restrictive (appelé également rigueur budgétaire) vise à réduire les dépenses publiques et à augmenter les recettes publiques (taxes et redevances) afin de réduire l'inflation, contrôler le déficit de l'État, assurer la stabilité des prix et, à terme, rassurer les investisseurs. Il vise également à restreindre la demande globale. Cette politique a comme limite le freinage de la croissance économique en réduisant le nombre de sociétés productives, et en augmentant le taux de chômage et aussi elle a des conséquences négatives pour les ménages les plus modestes.

1.2 Typologie des règles budgétaires :

Une règle budgétaire, est un instrument qui joue le rôle d'une contrainte ponctuelle sur la politique budgétaire pour empêcher le déséquilibre durable entre les dépenses et les recettes.

Une règle budgétaire utile doit répondre à des critères, telles que la simplicité, la facilité d'opérationnaliser, de communiquer au public et d'assurer son suivi dans le temps.

Il existe plusieurs typologies et classements des règles budgétaires. En effet, les types de règles peuvent être classés en deux grandes catégories : les règles nationales et les règles infranationales ou locales. La première se compose principalement par des règles du solde budgétaire, de la dette publique, des recettes et des dépenses. La deuxième catégorie fait référence, quant à elle, aux règles adoptées par les institutions de gouvernance locales bénéficiant des pouvoirs élargis en matière de gestion des intérêts territoriaux. (OCDE (2002), Kopits (2004), FMI (2009), et García (2012)).

Le tableau suivant présente les principales règles budgétaires et leurs objectifs.

Tableau 1:Les règles budgétaires

Règles	Objectifs
La règle du solde budgétaire	L'objectif de cette règle est d'assurer l'équilibre budgétaire et donc spécifier en général un équilibre au niveau du solde budgétaire global [solde primaire (solde global-les dépenses d'intérêts), ou au niveau du solde structurel (solde global nettoyé des effets du cycle)] de manière à garantir que le ratio de la dette publique sur le PIB converge vers une valeur stable.
La règle de la dette	La règle de la dette consiste à limiter le taux d'endettement à une cible explicite qui devrait être atteinte dans un horizon temporel bien défini. Les règles de la dette peuvent être considérées comme le dispositif relativement le plus facile à communiquer aux agents économiques, de plus, elles sont considérées comme les plus efficaces en termes de garantie de convergence vers un objectif d'endettement.
La règle des dépenses	La règle des dépenses désigne dans la plupart des cas une limite stricte visant à instaurer des contraintes ou plafonds sur les dépenses budgétaires (les dépenses totales, les dépenses primaires, ou les dépenses courantes). Ainsi, les seuils sont généralement fixés en termes absolus ou en termes de taux de croissance, soit encore en proportion du PIB sous forme de

	<p>taux de croissance des dépenses maîtrisés, sur un horizon temporel allant usuellement de trois à cinq ans.</p> <p>En tant que telle, cette catégorie de règles n'est pas directement liée à l'objectif de soutenabilité ou de stabilité des finances publiques, puisqu'elle ne considère pas l'évolution des recettes.</p>
Les règles du revenu	<p>Les règles du revenu, sont relativement moins populaires par rapport aux trois catégories présentées précédemment, elles consistent à fixer des plafonds ou des planchers pour les revenus budgétaires. Elles sont très utiles pour simuler ou manipuler la perception des recettes et peuvent constituer un système d'alerte contre un alourdissement excessif des charges fiscales. De même, les règles sur les recettes ont pour but soit d'accroître les ressources fiscales, soit d'éviter une pression fiscale excessive. En outre, cette catégorie de règles peut réduire le risque d'utilisation des ressources exceptionnelles des recettes fiscales pour financer des dépenses auxiliaires et non productives.</p>

Source : Elaborés à partir du document de travail de l'ITCEQ (Les effets des règles sur la politique budgétaire)

2. Les limites de la politique budgétaire :

La politique budgétaire présente plusieurs limites telles que :

2-1 L'effet d'éviction :

L'effet d'éviction est un phénomène qui conduit à un rationnement de la demande de capitaux des agents privés sur le marché financier du fait de la présence de l'État, cela peut entraîner une baisse de l'investissement privé et freiner l'effet de relance impulsé par la politique budgétaire.

2-2 Effet Laffer :

L'économiste Arthur Laffer, a considéré l'impôt comme une source de désincitation au travail. Au-delà d'un seuil d'imposition, les individus sont encouragés à réduire leur activité économique. Ceci essentiellement pour deux effets majeurs d'une part un frein pour la croissance économique, car il y a un ralentissement de l'activité et d'une autre part, une chute des recettes de l'État (d'où l'expression « trop d'impôt tue l'impôt »).

2-3 Effet Ricardo Baro :

Avec la politique de relance financée par des emprunts, les agents économiques s'attendent à de futures hausses d'impôts, pour lesquelles ils épargneront davantage de prestations pour payer plus tard. Cette logique a été introduite par David Ricardo dans sa "théorie de l'équivalence ricardienne". Selon ce principe, les baisses d'impôts financées par l'endettement maintiennent une consommation constante et les ménages épargnent une partie de leur revenu disponible pour payer les impôts qu'ils devront payer demain. Cette augmentation de l'épargne privée compense à peine la baisse de l'épargne publique. L'épargne nationale, qui est la somme de l'épargne privée et publique, reste la même.

2-4 Les « fuites » dans une économie ouverte :

Dans le cas des économies à haut degré de couverture, l'effet multiplicateur qui décrit la variation des dépenses économiques a des impacts qui s'accroissent par effet d'enchaînement. Il peut être atténué, essentiellement, par deux fuites qui sont la consommation des produits importés et l'épargne.

Il s'est apparu évident qu'une hausse des revenus intentée par la politique économique influe considérablement l'épargne, ce qui entraîne un effet d'entraînement négatif sur l'économie : Il n'y a pas consommation donc il n'y a pas de production supplémentaire. Au sens d'une politique de relance, une partie importante des revenus distribués est affectée à la consommation de produits importés. L'augmentation de la demande peut se traduire par une augmentation des importations et non pas la production intérieure, ce qui stimulera la production des pays étrangers mais n'aura aucun impact sur l'économie nationale.

3. L'importance de la politique budgétaire dans l'économie de l'état :

3-1 Intervention de l'état dans la politique budgétaire :

Historiquement, l'importance de la politique budgétaire en tant qu'outil politique a connu des hauts et des bas. Avant 1930, une approche de gouvernement limité, ou laissez-faire, prévalait. Avec le krach boursier et la Grande Dépression, les décideurs politiques ont poussé les gouvernements à jouer un rôle plus proactif dans l'économie. Plus récemment, les pays ont réduit la taille et la fonction du gouvernement ; Les marchés ayant une implication accrue dans l'allocation des biens et des services. Cependant, lorsque la crise financière mondiale a mené une récession mondiale, de nombreux pays sont revenus à une politique budgétaire plus active.

L'utilité de l'État consiste à l'utilisation des dépenses publiques et de la fiscalité pour influencer l'économie tout en stabilisant les finances publiques par le biais d'une bonne gestion des dépenses publiques et une redistribution équitable des recettes publiques, sans compromis aux autres indicateurs économiques. Or, le rôle de l'État et son intervention dans la situation économique dépend de la conjoncture du pays. Son existence ou son absence est pratiquement liée à des nombreux facteurs politiques, économiques et sociaux compte tenu de ces trois fonctions :

- ✓ Une fonction d'allocation des ressources : l'État réalise des dépenses pour assurer le bon fonctionnement de son administration et financer des biens collectifs tels que l'activité de défense et les infrastructures routières.
- ✓ Une fonction de redistribution : par le moyen de prélèvements obligatoires qu'effectue l'Etat pour les distribuer comme cotisations et prestations sociaux. Donc, l'Etat modifie la répartition primaire des revenus dans le sens d'assurer la justice sociale.
- ✓ Une fonction de stabilisation : à travers laquelle l'État doit assurer une croissance économique équilibrée, au voisinage du plein emploi de l'économie. Dans cette situation, il faut une mise en place de politiques conjoncturelles via sa politique monétaire et budgétaire.

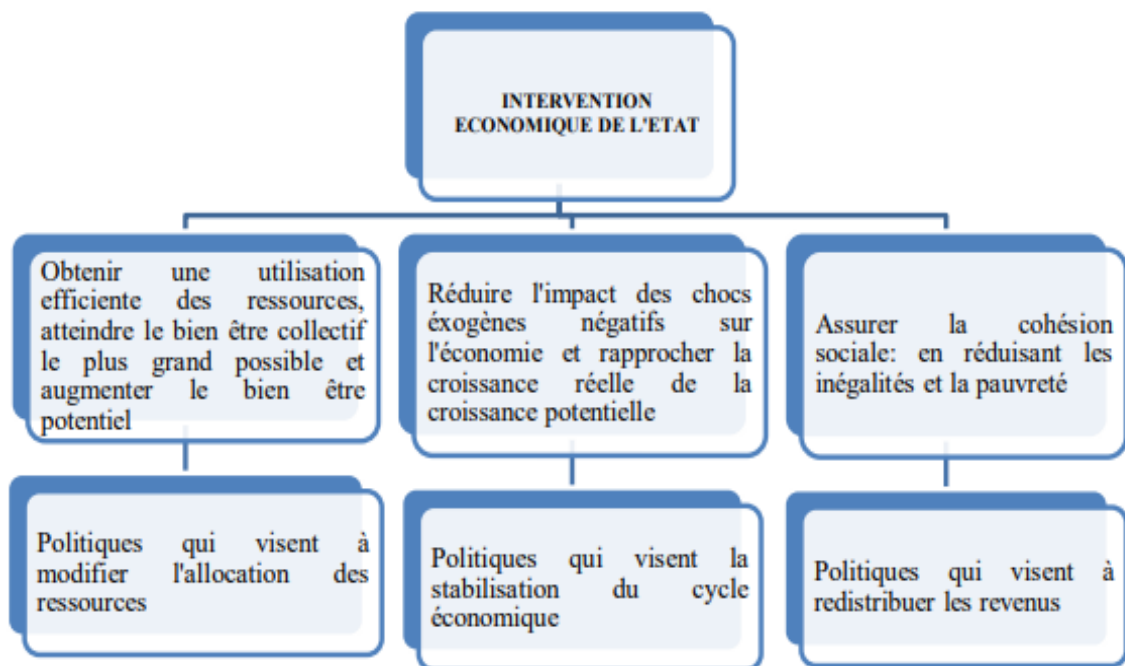
L'optimisation de l'utilité de l'État est sous réserve de sa contrainte budgétaire inter-temporelle. Le gouvernement se trouve donc confié à un autre objectif à parvenir qui

comporte sur la conservation des ressources aux générations futures afin d'assurer leur bien-être social.

3-2 Les moyens d'interventions :

L'interventions de L'Etat doit être en fonction de la situation du marché et les décisions doivent être cohérentes à la situation de la conjoncture. En effet, le gouvernement peut ne pas se comporter toujours de manière efficace. Parce que le marché échoue parfois donc le gouvernement pourrait aussi être en situation d'échec.

Figure 1: Les moyens d'intervention de l'Etat dans l'économie



Source: Ithori (2016)

À court terme, l'application d'une politique budgétaire contracyclique permet de répondre rapidement aux chocs macroéconomiques et permet de réduire l'écart entre la production potentielle et la demande globale, ce qui permet de ralentir le chômage et alléger les pressions inflationnistes.

À long terme, une gestion budgétaire prudente garantit la viabilité de l'équilibre budgétaire et de la dette publique de sorte que les finances publiques favorisent la stabilité

macroéconomique et ne deviennent pas une source d'instabilité macroéconomique. Elle le permet à travers deux façons : En premier lieu, elle amortit les chocs liés aux dépenses publiques à travers, d'abord, la réduction automatique de l'épargne publique en période de récession, et ensuite, son augmentation en période de reprise conjoncturelle (Blinder et Solow, 1973). En deuxième lieu, elle peut compenser les fluctuations du cycle économique en modifiant volontairement les dépenses publiques et les instruments fiscaux (Debrun et Kapoor, 2012).

Selon des études, une forte croissance économique n'est pas associée seulement à une bonne composition des dépenses mais encore à une position budgétaire solide.

Notamment, les dépenses publiques influencent significativement le niveau et la qualité de la croissance du PIB. A titre d'exemple, les dépenses publiques permettent d'avoir un effet d'éviction sur l'investissement privé, or les investissements publics efficaces permettent de renforcer la productivité de l'investissement privé et conséquemment ils favorisent la croissance à long terme. A ce niveau, le gouvernement joue un rôle important en fournissant des biens et des services tels que la réglementation et l'infrastructure quant au secteur privé, il est tenu de renforcer la productivité.

Par ailleurs, la croissance équitable est réalisée à partir de la politique budgétaire fondée sur la redistribution et qui a une influence sur des décisions privées, ce qui a un impact aussi sur le niveau et la croissance de la production économique. Prenons le cas d'un autre exemple, l'impôt sur le revenu des salariés a une influence sur la décision des agents économiques privés à savoir s'il faut participer au marché du travail.

Toutefois, à court et à moyen terme, la politique fiscale et celle des dépenses peuvent ajuster la répartition des revenus comme l'exemple des dépenses d'éducation qui peuvent réduire les inégalités grâce à leur impact sur les futurs revenus.

Également, pour les instruments fiscaux tels que l'impôt sur le revenu et les transferts monétaires, ils peuvent réduire les inégalités des revenus disponibles, indirectement, par leur impact sur les revenus marchands, en raison des réactions de l'emploi et de l'épargne (FMI, 2014). Pourtant, selon les modèles de croissance endogène, la réduction de l'impôt sur le revenu peut encourager l'accumulation du capital humain de manière à améliorer la croissance et le rendement de l'éducation.

De même, la politique budgétaire permet de favoriser la croissance inclusive en accélérant la transformation structurelle et la diversification de la production. Ceci est réalisé à travers la réaffectation des ressources du secteur de faible productivité (tel que l'agriculture) au secteur de productivité plus élevé (industries manufacturières) en vue d'optimiser les ressources.

Pareillement, la transformation structurelle peut aussi intervenir au sein des secteurs afin de créer des gains de productivité à travers l'amélioration de la qualité des produits et services existants tout en focalisant la production sur des activités dont la valeur ajoutée est élevée ou en élargissant les produits à haute valeur ajoutée.

Section 2 : La Croissance inclusive

1. Définition et dimensions de la croissance inclusive :

1.1 Définition :

La croissance inclusive fait l'objet de plusieurs études. En se référant à la banque mondiale (BA), la croissance inclusive est définie comme étant le rythme et le schéma de la croissance économique qui doivent être évalués simultanément et dans un état d'interdépendance. Conformément à l'approche de la Banque mondiale, une forte croissance économique est nécessaire afin de réduire la pauvreté absolue.

Cependant, pour qu'une croissance soit durable, elle doit impliquer de nombreux secteurs et de larges segments de la population active d'un pays. Cette définition implique l'existence d'une relation directe entre les facteurs macroéconomiques et microéconomiques qui déterminent la croissance.

A cet égard, la croissance inclusive insiste sur l'emploi productif, plutôt que sur l'emploi en soi ou la redistribution des revenus. La croissance de l'emploi aide à résorber le chômage et accroître les revenus. D'ailleurs, la croissance de la productivité peut augmenter donc le niveau de rémunération des salariés et des travailleurs indépendants.

L'approche de la Banque mondiale est fondée sur une perspective à long terme et se préoccupe de la croissance durable, elle désigne l'inclusion comme étant l'égalité des chances en matière d'accès aux marchés, aux ressources et à un environnement réglementaire neutre pour les individus et les entreprises.

La définition que mène la Banque asiatique de développement (BAD) autour de la croissance inclusive se repose sur un concept qui va au-delà de la croissance à grande échelle. C'est « une croissance qui ne crée pas seulement de nouvelles opportunités économiques, mais qui assure également un accès égal à ces opportunités pour tous les segments de société, en particulier les pauvres » (Ali et Hwa Son, 2007). La croissance des revenus est considérée comme « inclusive » lorsque :

(i) Elle permet la participation (et la contribution) de tous les membres de la société en mettant en évidence la capacité des groupes pauvres et défavorisés faisant partie de la croissance (l'aspect « non discriminatoire » de la croissance) c'est-à-dire prêter attention au "processus" de croissance.

(ii) Est associée à une diminution des inégalités dans les dimensions non monétaires du bien-être, qui sont particulièrement importantes pour promouvoir les opportunités économiques, y compris l'éducation, la santé, la nutrition et l'inclusion sociale (l'aspect de la croissance inclusive qui "réduit les désavantages"), ce qui signifie le fait de se concentrer plus spécifiquement sur les "résultats" de la croissance.

Du point de vue du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la croissance inclusive est considérée à la fois comme un résultat et un processus. D'un côté, il permet à chacun de participer au processus de croissance en s'ingérant dans la prise de décision tout en étant acteur de croissance. D'un autre côté, la croissance inclusive assure : des bénéfices équitablement partagés. Cela signifie donc : participation et partage des bénéfices.

En conclusion, toutes ces différentes définitions s'appliquent à des nouvelles approches pour lutter contre les inégalités sociales, surtout dans les pays en voie de développement. Notamment les inégalités de revenu, aussi les inégalités d'accès à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques.

A cet égard, nous pouvons noter que la croissance inclusive est caractérisée comme suit :

D'abord, par une croissance économique qui représente une condition nécessaire mais insuffisante pour une croissance inclusive. Ensuite, la croissance inclusive insiste sur l'emploi productif à travers la création des nouvelles opportunités économiques, ce qui garantit l'égalité d'accès à ces opportunités à tous les segments de la société et par conséquent la croissance inclusive assure la protection sociale et le renforcement de la

cohésion sociale. Et enfin, la croissance est liée étroitement aux concepts de « croissance reposant sur une base large, une croissance partagée et une croissance pro-pauvre ».

1.2 Les dimensions de la croissance inclusive :

La croissance inclusive présente deux dimensions : à savoir la participation au processus productif et le partage des bénéfices de la croissance.

Pour la participation, d'après la définition de la banque africaine de développement, la croissance inclusive suppose le partage des bénéfices de la croissance et la participation des populations les plus démunies sans aucune discrimination. D'ailleurs, l'OCDE propose un cadre conceptuel qui se rapproche du point commun et met en avant l'accent sur le bien-être. La croissance inclusive prend en compte des facteurs non monétaires dans le bien-être et complète les insuffisances de la croissance économique en ce qui concerne le niveau de bien-être de la population (OCDE, 2014). De la même façon, la croissance dite inclusive intègre toutes les catégories sociales de la population sans discrimination incluant les pauvres et les non pauvres au processus productif (Klasen, 2010).

En effet, la participation fait référence à la valorisation du capital humain à travers la promotion sociale car cela permet d'assurer la soutenabilité de la croissance inclusive². D'autres auteurs ont une vision similaire sur le concept de participation. Elle s'agit de la prise de participation de la société de façon équitable à la croissance économique en prenant en compte leurs situations individuelles (Rauniar et Kanbur, 2009).

La deuxième dimension s'appuie sur le partage des bénéfices et opportunités ou « Benefit-sharing » du moment que la croissance inclusive implique le partage égal des bénéfices et des avantages par la population entière et surtout en faveur des pauvres et exclus. De ce fait, les opportunités que crée l'emploi productif doivent être disponibles au maximum pour toute la population sans discrimination. Néanmoins, l'inclusion est celle qui permet aux pauvres, particulièrement, d'avoir un accès égalitaire aux nouvelles opportunités économiques tout en veillant sur une pleine participation de tous à la croissance économique en éliminant tout point de vue discriminant de la situation individuelle de chaque personne.

² RAMOS, RANIERI ET LAMMENS, Including Growth: Building Up A Concept, International Policy Center for Inclusive Growth, Working Paper n°104, March 2013, p.

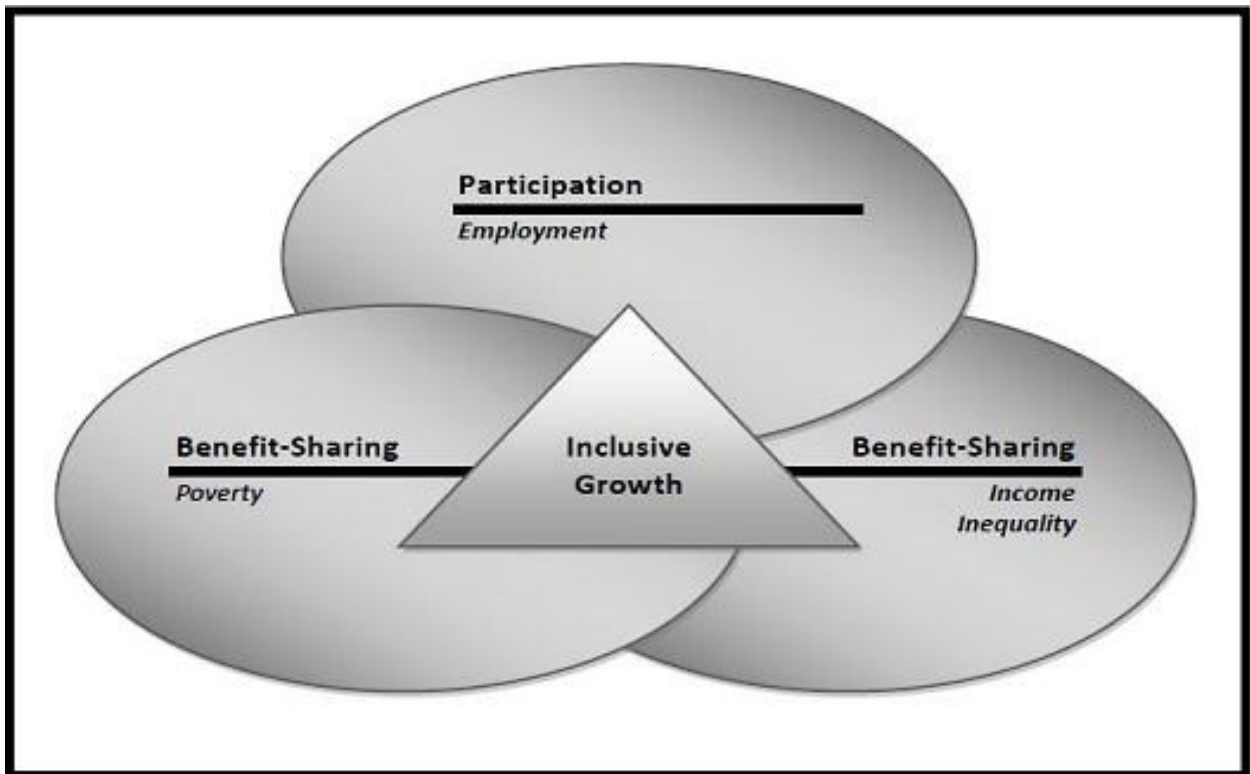
Les notions précédentes ont mis l'accent sur les questions d'emploi des pauvres en particulier et sur les bénéfices qu'ils tirent des opportunités qui leurs sont offertes par la croissance inclusive. Une autre approche nécessite de dépasser la question d'augmentation du revenu due à la hausse de la production.

Lorsqu'on parle de croissance économique, les questions monétaires y sont associées et le concept de "croissance pauvre" est mis en avant, ce qui, dans l'absolu, implique une augmentation du revenu par habitant susceptible d'améliorer les conditions de vie des personnes vivant sous le seuil de pauvreté. En se référant uniquement aux dimensions monétaires de la croissance, elle ne peut pas expliquer correctement les modalités de réduction des inégalités d'où la nécessité de prendre en compte les dimensions et facteurs non monétaires telles que les dimensions sociales. Toutefois, la croissance inclusive intègre, dans son champ, la notion de croissance pro-pauvre vu que cette dernière présente un élément nécessaire dans sa réalisation en finançant les domaines sociaux concernés.

En somme, une croissance inclusive doit surpasser le cadre de la croissance économique simple en intégrant les dimensions monétaires (croissance pro-pauvre) et les dimensions non monétaires : telles que la santé, l'éducation, les infrastructures, les institutions et la gouvernance dans son domaine d'étude. L'accent est mis en exclusivité sur la capacité de l'économie à impliquer les catégories humaines, dont leurs situations sociales et économiques sont inquiétantes, dans le processus de création de richesse afin qu'ils bénéficient équitablement des retombées de la croissance économique au moins autant que les classes aisées.

La figure ci-dessous résume les dimensions qui caractérisent le concept d'inclusion de la croissance économique :

Figure 1: Les dimensions de la croissance inclusive



Source : Ranieri, Ramos et Lammens-Mapping Inclusive Growth

2. Les déterminants de la croissance inclusive :

Le concept récent de la croissance qui supplante les éléments explicatifs de la croissance traditionnelle implique plus d'accordement de place du bien-être de la population entière quelle que soit son appartenance sociale. Nous présentons dans ce tableau les principales dimensions.

Tableau 2 : Les dimensions de la croissance inclusive

Dimensions de la croissance inclusive	Principaux aspects
Monétaire	La dimension monétaire de l'inclusion relève du cadre de la lutte contre la pauvreté monétaire. Sous cet angle, la croissance est inclusive si elle est pro pauvre. Dès lors, la préoccupation essentielle est de s'assurer que le rythme de la production est suffisamment important pour soutenir le relèvement du revenu moyen, particulièrement en faveur des pauvres et des plus

	démunis.
Sociale	La dimension sociale vérifie l'efficacité des services sociaux existants, s'ils sont accessibles ou non, s'ils sont connus ou non du plus grand nombre, etc. Principalement, l'éducation ou la santé qui sont concernées et l'absence de pauvreté monétaire ne signifient pas nécessairement un accès à ces services. De même, si les services existent et sont accessibles en quantité, cela n'implique pas qu'ils répondent aux critères qualitatifs requis.
Géographique	Les disparités régionales en matière de dotation en ressources ou d'accessibilité peuvent aggraver l'exclusion dans le sens où il apparaît une préférence pour les régions au potentiel le plus riche ou plus accessible. Il convient de répartir équitablement les bénéfices tirés de la croissance entre les différentes régions. L'objectif est d'accorder un intérêt particulier aux régions les plus défavorisées.
Inter-temporelle, durable ou verte	L'inclusion de la croissance prend en compte la communauté de destin inter-temporelle dans la mesure où les décisions de production et de consommation prises aujourd'hui ont un impact sur le bien-être des générations futures. C'est notamment la perspective de la croissance verte ou durable.

Source : Etude sur la croissance inclusive faite par PNUD

3. Les indicateurs de mesure de la croissance inclusive :

Afin de mesurer le degré l'inclusion de la croissance, plusieurs indicateurs sont utilisés dans la littérature. Nous avons accordé une attention particulière aux questions de l'inégalité dans un premier temps, puis la pauvreté et enfin les indicateurs économiques.

3-1 L'inégalité :

La croissance économique entraîne une augmentation des revenus, mais toute la population ne bénéficie pas des mêmes revenus. Ceci est expliqué par l'existence de deux catégories : Une première catégorie dont les revenus sont élevés est dite « aisée » ; Et la deuxième catégorie est dite « marginalisée » dont les revenus sont moins élevés par rapport à d'autres

qui sont plus aisées. Cette inégalité causée par ces différences de revenus peut provoquer des tensions, voire des crises, qui ont un impact négatif sur l'environnement aussi bien que sur la stabilité macroéconomique, quoiqu'ils conduisent à des sérieux mouvements de protestation.

D'ailleurs, la définition de la croissance inclusive exige plusieurs facteurs tels que l'équité, et donc la réduction des inégalités, afin que toutes les personnes, sans exception, aient accès à un niveau plus élevé de croissance économique et par la suite il y a une plus grande prospérité.

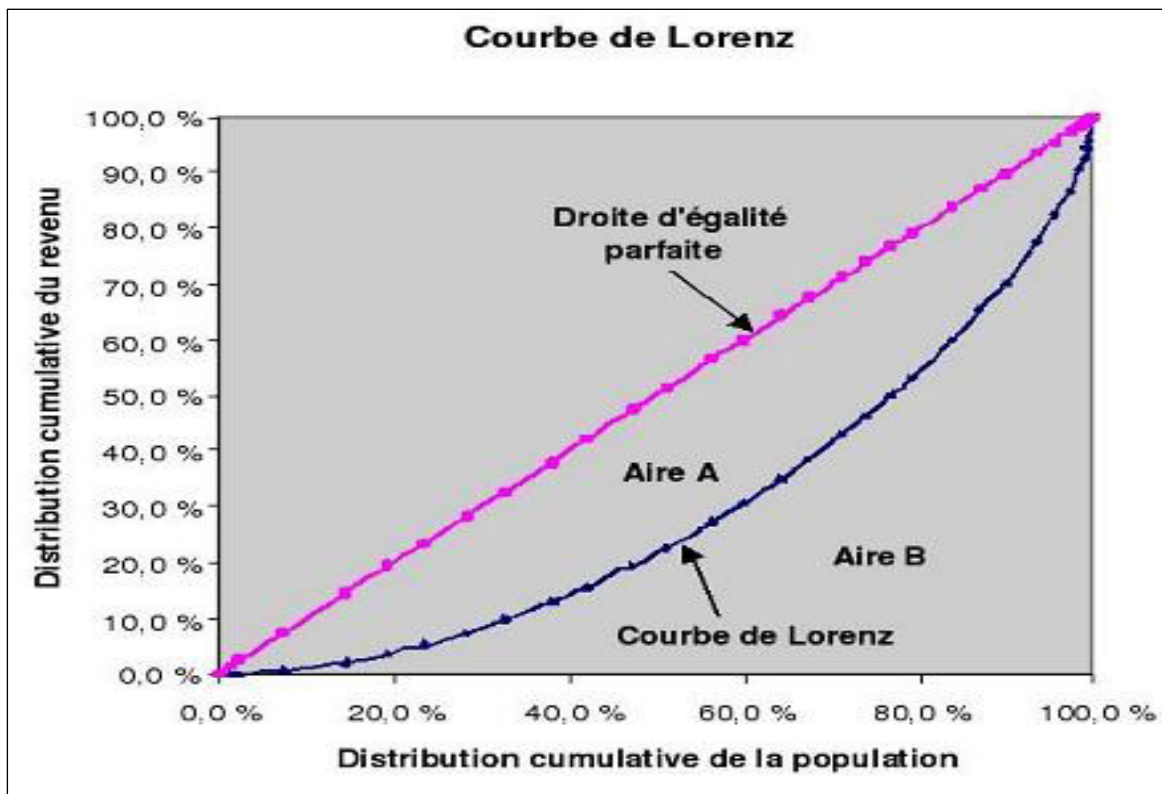
En ce qui concerne les indicateurs de mesure de l'inégalité, le critère monétaire est généralement le facteur le plus important puisqu'il sert à montrer clairement l'écart de rémunération. En effet, les gens reçoivent un revenu par leur participation à la production, donc le fait qu'une catégorie de personnes gagne plus que les autres, cela crée une source importante d'inégalité. Cependant, il existe d'autres méthodes d'évaluation de ces inégalités telles que : Le niveau de consommation, puisque chaque personne a sa propre façon de consommer un bien ou un service. Ces différences elles-mêmes peuvent également s'expliquer par d'autres facteurs, tels que : le nombre de personnes ayant à la fois accès à l'éducation et aux services de santé.

Il faut noter qu'il y a plusieurs outils de mesure dont l'outil le plus utilisé c'est la mesure statistique qui est basée sur la répartition de fréquence à travers la définition des multiples catégories de personnes selon les tranches des revenus.

En associant ces informations à un chiffre unique, on obtient un indice appelé GINI ³, qui donne une vue d'ensemble du degré d'inégalité dans un pays. Cet indice est associé à une représentation graphique qui résume la vision du chiffre donné par l'indice et permet une interprétation simple. Ce graphique est appelé courbe de Lorentz.

³ L'indice de GINI est un indicateur élaboré par Carado Gini en 1912 afin de mesurer le degré d'inégalité à travers la courbe de Lorentz. Ce ratio est mesuré entre la surface de la courbe de Lorentz et la droite d'équidistribution n'étant entre autres que la première bissectrice. Cet indice se mesure de 0 à 1 et il est à noter qu'un indice ayant une valeur proche de 1 correspond à une situation d'inégalité parfaite.

Figure 2: La forme de la courbe de LORENTZ



Plus la courbe de Lorenz s'éloigne de la ligne d'égalité, plus l'inégalité augmente. L'indice de GINI se mesure entre 0 et 1 ; Plus on se rapproche de 1, plus l'inégalité est grande. En revanche, un indice proche de zéro signifie l'égalité.

3-2 La pauvreté et la croissance inclusive :

La pauvreté et l'inégalité sont étroitement liées, et bien que ces deux termes soient différents. L'inégalité fait référence à l'évaluation d'une situation d'égalité entre des populations et des groupes de population, tandis que le terme de pauvreté est lié à une situation d'inégalité de répartition au sein des populations ou au sein des groupes de personnes.

La répartition qui a lieu dans la société peut prendre la forme de revenu, toutefois, le revenu diffère selon les catégories de personnes considérées puisqu'il y a des gens qui obtiennent plus tandis que d'autres sont contraints du fait de la rareté du revenu.

Outre l'aspect monétaire, l'aspect multidimensionnel de la pauvreté est également important, car la mauvaise répartition entraîne des distorsions et des pertes de bien-être qui peuvent également affecter les générations futures.

Suite à cela, la proposition de Sen A est apparue. Elle envisage le dépassement du cadre de la croissance économique en examinant les formes multidimensionnelles que revêtent le développement et la pauvreté. Elle repose sur le concept de « Capacité », selon laquelle il faut accroître les potentialités humaines pour que le bien-être se réalise effectivement.

Par ailleurs, suivant l'interprétation du développement à travers l'IDH, la pauvreté sous ses différentes formes peut également contribuer à expliquer le bien-être de la population. La saisie de la pauvreté signifie le fait de définir précisément pourquoi les pays fixent des seuils par rapport auxquels ils peuvent évaluer le niveau de pauvreté respective.

On distingue plusieurs types de pauvreté mais la division en deux catégories permet de la mieux cerner. La pauvreté absolue dont les personnes sont privées des besoins fondamentaux et des conditions élémentaires de survie telles que l'accès au logement, aux services de santé, aux habillements et à la nourriture. Par contre, la pauvreté relative ou extrême exclut l'accès des personnes aux mêmes opportunités standards de la vie en société. Les questions de mesures de la pauvreté permettent de déterminer le pourcentage de la population défavorisée.

3-3 Les indicateurs d'inclusion de la croissance économique :

A l'instar des indicateurs d'inégalités et de pauvreté, il y a des autres tenant en compte le caractère multidimensionnel. En effet, les économistes de l'Asian Development Bank [2011, 2014] ont conçu un cadre de référence holistique de l'inclusion de la croissance, qui inclut la pauvreté et les inégalités, la croissance économique et les opportunités d'emplois, l'inclusion sociale, la protection sociale ainsi que la gouvernance et la qualité des institutions. Au total, leur analyse repose sur un ensemble de 35 indicateurs, structurés en 5 compartiments qui se présentent comme suit :

Tableau 3: Les 32 indicateurs d'inclusion d'Ali et Zhuang

PILIER 1 : CROISSANCE ET EXPANSION DES OPPORTUNITES ECONOMIQUES	
Croissance économique et emplois	Dotation en infrastructures de base
1. Taux de croissance du PIB par tête	6. Consommation de l'électricité par tête
2. Taux de croissance moyen par tête de revenu par consommation	7. Pourcentage des routes asphaltées
3. Taux d'emploi	8. Nombre d'abonnés de téléphone par 100 personnes
4. Elasticité du total emploi par rapport au total PIB	9. Déposants avec une autre entreprise de dépôt par 1000 adultes

5. Nombre de personnes travaillant à leur propre compte par 100 salariés	
PILIER 2 : INCLUSION SOCIALE POUR ASSURER UNE EGALITE D'ACCES AUX OPPORTUNITES ECONOMIQUES	
Accès à l'éducation et santé	Egalité en genre et opportunité
10. Espérance de vie scolaire 11. Ratio enseignant-élève 12. Couverture en vaccination contre la Diphtérie, le tétanos et antioquelucheux 13. Médecin, infirmières et sage-femmes par 1000 habitants 14. Dépenses publiques en santé en pourcentage des dépenses sociales 15. Dépenses publiques en santé en pourcentage des dépenses totales	20. Parité fille-garçon en éducation primaire, secondaire et humanitaire 21. Couverture de soins prénatals 22. Parité homme et femme dans le marché de l'emploi 23. Pourcentage des sièges occupés par les femmes au parlement
Accès aux infrastructures et services de base	
16. Pourcentage de la population ayant un accès à l'électricité 17. Part de la population utilisant des combustibles solides pour la cuisson 18. Pourcentage de la population utilisant des sources améliorées d'eau potable 19. Pourcentage de la population utilisant des installations sanitaires appropriées	
PILIER 3 : FILETS DE SECURITE SOCIALE	BONNE GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS
24. Protection sociale 25. Dépenses de sécurité sociale pour la santé en pourcentage des dépenses publiques en santé 26. Dépenses publiques en sécurité sociale et bien-être en pourcentage des dépenses publiques 27. Couverture des soins prénatals 28. Parité homme et femme dans le marché de l'emploi 29. Pourcentage des sièges occupés par les femmes au parlement	30. Voix et responsabilité 31. Efficacité du gouvernement 32. Indice de perception de corruption

Source :BAD 2013 Document de travail : Mesurer la croissance inclusive : de la théorie à la pratique en Afrique du Nord

Conclusion :

Ce chapitre nous a permis de présenter les concepts de la politique budgétaire en mettant l'accent sur son importance en tant que régulateur de l'économie et par conséquent le rôle qu'il joue afin d'atteindre la croissance. Après, nous avons présenté la croissance inclusive qui est désormais nécessaire pour réduire les inégalités et la pauvreté. Parmi les instruments qui peuvent favoriser la croissance c'est la politique budgétaire qui fera l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 2 :

Politique budgétaire en faveur
d'une croissance inclusive

Introduction :

La politique budgétaire englobe l'ensemble des mesures qui ont des conséquences sur la redistribution des recettes et la répartition des dépenses présentant des éléments clés. D'ailleurs, ils favorisent la croissance inclusive et permettent à l'État d'atteindre les objectifs de politique conjoncturelle.

En effet, les recettes et les dépenses permettent de stimuler une croissance durable et inclusive.

Au niveau de ce chapitre nous allons traiter séparément les ressources et les dépenses en se focalisant sur les dépenses de santé, d'éducation et d'investissement et les recettes fiscales vu leurs importances et leurs relations avec la croissance inclusive.

Section 1 : Les dépenses en faveur d'une croissance inclusive :

Les dépenses publiques sont définies comme étant les dépenses réalisées par l'État, les administrations de sécurité sociale, les collectivités territoriales et les administrations et organismes qui leur sont rattachées. Les dépenses publiques ont été plus efficaces lorsqu'elles donnent la priorité aux programmes qui profitent aux pauvres, tels que l'éducation, les soins de santé et l'investissement dans le sens où elles peuvent contribuer à favoriser l'inclusion.

1. Relation entre les dépenses publiques et la croissance inclusive :

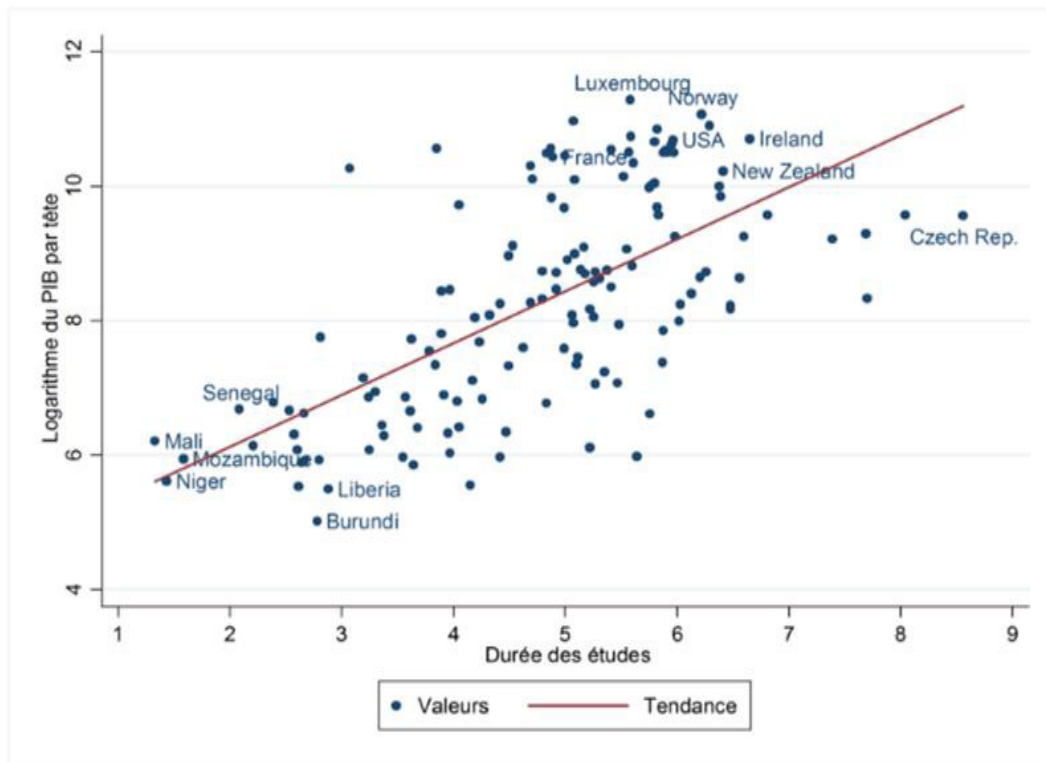
1.1 Les dépenses d'éducation :

L'éducation est admise au niveau macroéconomique selon les théories de la croissance endogène (Lucas, 1988 ; Romer, 1986), et du Capital Humain (Becker, 1962 ; Schultz, 1961) comme un facteur nécessaire pour la croissance économique et un moyen efficace pour la lutter contre tous type de pauvreté.

De plus, l'éducation a un impact sur le niveau de revues tant que sur leurs répartitions. Dans ce cadre, une étude faite sur les pays en développement d'Asie a montré l'existence d'une forte corrélation entre le niveau d'éducation et le revenu.

En effet, plus la population est éduquée, plus elle est productive, ce qui affirme l'impact positif de l'éducation sur la croissance économique et se présente selon la figure ci-dessous.

Figure 3: Corrélation entre PIB par habitant et durée de l'éducation en 2010



Source : BSI Economics, World Development Indicators pour le logarithme du PIB par tête (en \$ constant de 2005) et Barro et Lee pour la durée des études (pour tous les individus âgés de 15 ans et plus).

L'éducation représente un investissement rentable qui entraîne sur le plan économique et le plan social des externalités positives. En outre, l'augmentation du niveau de scolarité dans un pays à travers l'accroissement des efforts publics (humains et financiers) doit engendrer une hausse des richesses qui y sont produites. Ceci permet de réduire l'écart d'accès à l'éducation entre les pauvres et les non pauvres. Dans plusieurs économies en développement, les différences d'accès à l'école sont assez remarquables.

D'ailleurs, le lien entre l'investissement en éducation et croissance inclusive a provoqué la passion de nombreux économistes. Dans ce cadre, des travaux empiriques ont été faites pour tester la nature de relation.

Selon Neycheva, 2010, et à travers une étude faite sur 20 pays de l'UE, les dépenses publiques afférant à l'éducation favorisent la croissance économique. De même, Campos et al. (2016) ont abouti à la conclusion qu'une grande partie de l'écart entre le revenu des

individus plus riches et celui des plus pauvres peut être réduit grâce à une amélioration du niveau d'éducation de la population.

Certes les gouvernements doivent intervenir, ils peuvent épargner aux familles le coût qu'entraîne une bonne éducation, et ainsi agir instantanément sur les écarts de revenus entre les riches et les pauvres, puisque les économies réalisées seraient proportionnellement beaucoup plus élevées dans les familles à faible revenu. Dans ce cadre, une étude faite porte sur 78 pays à revenus faibles, moyens et élevés. Le prix d'une éducation publique dépasse largement les revenus des familles les plus pauvres.

Par ailleurs, une bonne éducation stimule l'égalité de plusieurs manières :

- ✓ La réduction de la pauvreté : Recevoir une éducation de qualité entraîne une augmentation des chances de percevoir des revenus plus élevés et de réduire par conséquent la pauvreté. En effet, selon L'UNESCO⁴ chaque année de scolarisation augmente les futurs revenus de 10 % pour les hommes et jusqu'à 20 % pour les femmes.
- ✓ La création d'opportunités pour toutes et tous : s'agit de la mobilité sociale, c'est-à-dire la possibilité pour les enfants de familles pauvres de gagner plus que leurs parents à l'âge adulte, c'est grâce à la disponibilité de l'éducation.
- ✓ La création d'une société plus unie. Les écoles sont des lieux où des liens d'amitié se créent entre les enfants de familles pauvres et riches, et donc de briser les barrières créées par les inégalités. Elles peuvent changer les règles qui perpétuent les inégalités économiques dans les sociétés et donner aux enfants tous les outils dont ils ont besoin pour se lancer dans la vie active et de construire des communautés plus équitables.

Par conséquent, une politique budgétaire qui vise à accroître les dépenses liées à l'éducation peut contribuer de manière très significative à éliminer l'effet des conditions socio-économiques des familles sur les résultats scolaires des enfants sur le long terme.

D'ailleurs, les gouvernements doivent centrer des politiques qui garantissent la qualité de l'éducation, mettre en place des systèmes d'éducation plus équitables, privilégier les systèmes publics et réduire la privatisation en affectant le plus de ressources possibles à

⁴ Rapport mondial de suivi sur l'éducation. (2017) : Réduire la pauvreté dans le monde à travers l'enseignement primaire et secondaire universel.

l'éducation publique, afin de garantir un financement suffisant et équitable des écoles publiques.

1.2 Les dépenses de Santé :

Les dépenses en santé, couvrent les frais supportés par les administrations publiques, par d'autres entités telles que les régimes d'assurance-maladie facultative et obligatoire. Et par les individus qui paient directement leurs propres soins.

A l'échelle mondiale, les dépenses de santé représentent 10% du produit intérieur brut (PIB) mondial. Celles-ci accroîtront rapidement, surtout dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, avec une moyenne de 6% par an en moyenne contre 4% dans les pays à revenu élevé. D'ailleurs, un financement efficace et équitable de la couverture sanitaire universelle est nécessaire afin d'assurer une croissance inclusive.

Cependant, les faibles dépenses publiques de santé représentent un obstacle pour une croissance inclusive. La faiblesse des dépenses publiques de santé oblige souvent les ménages à acheter des services de santé au secteur privé. Cela peut également rendre les ménages vulnérables à tomber dans la pauvreté lorsque des événements sanitaires catastrophiques se produisent. Donc, pour une croissance forte et durable qui favorise la réduction de l'inégalité et la pauvreté, il est nécessaire de développement du secteur de la santé qui constitue un moteur pour la promotion du capital humain.

Pour mesurer la performance du système de la santé, nous pouvons s'appuyer sur plusieurs facteurs. A savoir, le matériel médical, le personnel de santé, la disponibilité des médicaments et la bonne quantité des infrastructures sanitaires. En effet, l'infrastructure publique permet d'agir efficacement sur la prévention de certaines maladies, de promouvoir la santé et de se préparer aux menaces aiguës et aux défis chroniques de la santé. L'infrastructure sanitaire est la base de la planification, de la prestation, de l'évaluation et de l'amélioration de la santé publique. A titre d'exemple : les vaccinations, la surveillance des maladies infectieuses, la prévention du cancer et de l'asthme. Ceci exige des infrastructures sanitaires adéquates. De même, la capacité de fournir des ressources financières nécessaires et un effectif suffisant en ressources humaines présentent un pré requis pour un bon système de santé.

D'après l'OMS, il est essentiel d'accroître les dépenses au niveau national pour atteindre la couverture sanitaire universelle et les objectifs de développement durable liés à la santé.

Cependant, les dépenses de santé ne doivent pas être considérées comme un coût mais comme un investissement en faveur : de la lutte contre la pauvreté, de l'emploi, de la productivité d'une croissance économique inclusive et d'une sociétés plus saines, plus sûres et plus justes.

Dans les pays à revenu intermédiaire, les dépenses des administrations publiques en santé par habitant ont doublé depuis 2000. En moyenne, les administrations publiques dépensent 60 USD par personne pour la santé dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et près de 270 USD par personne dans ceux de la tranche supérieure.

Lorsque les dépenses des administrations publiques en santé augmentent, les personnes risquent moins d'être acculées à la pauvreté quand ils doivent recourir à des services de santé. De ce fait, les dépenses des administrations publiques réduisent les inégalités d'accès aux services de santé si les allocations sont soigneusement planifiées pour que l'ensemble de la population puisse bénéficier de soins de santé primaires. De nouvelles données semblent indiquer que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, plus de la moitié des dépenses en santé sont consacrées aux soins de santé primaires. Pourtant, moins de 40% des dépenses consacrées aux soins de santé primaires sont assurées par les administrations publiques.

Dans ce cadre, nous prenons l'exemple des pays à revenu intermédiaire finançant progressivement leur système de santé par des moyens nationaux alors que l'aide extérieure reste essentielle pour de nombreux pays, en particulier ceux à revenu faible. D'ailleurs, l'OMS indique que les décideurs, les professionnels de la santé et les citoyens peuvent continuer à renforcer les systèmes de santé.

Evidemment, le point de départ des solutions réside dans le fait que le gouvernement prend des décisions budgétaires efficaces et bien étudiés. Les gouvernements doivent comprendre qu'investir dans leurs populations est essentiel pour stimuler une croissance économique inclusive.

D'ailleurs, afin d'optimiser la manière avec laquelle les recettes publiques sont dépensées, des stratégies éprouvées peuvent être « optimales ». Par exemple, l'amélioration des soins primaires et des services de santé communautaires profitera particulièrement des groupes vulnérables dans les zones reculées. De même, les taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées peuvent augmenter les recettes tout en améliorant la santé générale de la population.

1.3 Les dépenses d'investissement :

Les dépenses d'investissement permettent d'améliorer ou de renouveler le capital humain. Plus l'investissement est efficient plus la productivité augmente. Cela reflète l'impact positif sur la croissance et la création de l'emploi. Malgré leur importance dans le développement social et économique, l'investissement public reste limité. Ce dernier présente la plus importante poste du budget, ce qui permet aux gouvernements d'orienter le budget vers la réalisation de ses priorités sociales et économiques. L'investissement public a reculé au cours de la dernière décennie dans les économies avancées et émergentes. En conséquence, le stock du capital public a diminué dans la majorité des pays, contribuant au ralentissement économique mondial ainsi qu'à la stagnation de la plupart des mesures de la productivité. De nombreux pays se situent encore au-dessous de la médiane mondiale de la part de l'investissement public dans le PIB. L'affaiblissement de la marge de la manœuvre budgétaire due à la persistance et à l'augmentation des dépenses liées principalement au service de la dette.

L'investissement public affecte la croissance inclusive par de nombreux canaux. L'effet de l'investissement public se matérialise, d'un côté, à court terme en stimulant la demande globale à travers le multiplicateur budgétaire à court terme, pendant la phase de mise en œuvre des projets. De l'autre côté, l'investissement public accroît la croissance à long terme en augmentant la capacité de production de l'économie, en facilitant l'accumulation du capital humain et en améliorant les rendements de l'investissement privé ainsi que les gains de productivité.

Cependant, l'ampleur de l'effet du côté de l'offre dépend largement de l'efficacité de l'investissement. Cette dernière a un impact potentiel sur les inégalités et la pauvreté peut être considérable. L'investissement public peut faciliter l'accumulation de capital humain et l'acquisition de compétences et accroître la participation des pauvres au processus de croissance. Par exemple, les investissements dans les infrastructures telles que les écoles et les hôpitaux dans les zones défavorisées peuvent réduire les inégalités d'accès à l'éducation et au service de santé. Aussi, cela permet de contribuer à améliorer le niveau de vie de la population en généralisant l'accès à l'eau et à l'assainissement. L'extension des routes rurales améliore la mobilité de la main-d'œuvre. Donc, l'investissement améliore la productivité globale de l'économie ce qui peut avoir un effet contrasté sur les inégalités conduisant à une divergence ou non de la productivité intra-société.

Dans l'ensemble, l'expansion de l'investissement public est associée à une réduction des inégalités entre les pays à revenus faibles. Il a été constaté qu'une augmentation de l'investissement public de 1 % du PIB réduisait le coefficient de Gini d'environ 0,3 % un an après l'augmentation et d'environ 2,3 % cinq ans après l'augmentation (Fabrizio et al. 2017). Pour les pays de l'OCDE, un investissement public plus important pourrait accroître la croissance sans impact significatif sur les inégalités (OCDE, 2018).

Dans ce cadre et selon la FMI en 2015, il faut des processus institutionnels solides, y compris une meilleure évaluation et sélection des projets qui identifient et ciblent les infrastructures, et une meilleure exécution des projets doivent être en place pour garantir des investissements productifs et de qualité. L'amélioration de la gestion des investissements publics contribuerait également à maîtriser le coût budgétaire et à assurer un arbitrage entre la croissance et la dette.

Les stratégies d'investissement devraient couvrir tous les domaines qui permettent au plus grand nombre possible de pauvres de s'engager dans des activités productives et d'accéder aux services sociaux tels que :

*Le transport : L'absence d'un système de transport adéquat limite l'accès pour les personnes défavorisées aux services sociaux et aux marchés du travail. Il est donc nécessaire d'améliorer la connectivité du réseau de transport aux services sociaux et publics. Aussi, l'extension du réseau routier, en particulier dans les zones régionales. Ceci améliorera la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux services publics.

*La télécommunication : L'accent devrait être mis en premier lieu, sur l'amélioration et l'expansion d'un accès égal à Internet afin de réduire la fracture numérique entre les zones rurales et urbaines et entre les ménages à faible et à haut revenu. La crise du COVID –19 a mis en évidence les implications des lacunes actuelles en matière d'accès aux technologies de communication d'où l'élargissement de l'inégalité des opportunités en matière d'apprentissage à distance (ONU, 2020) et d'accès aux services d'administration en ligne. Lustig et al. (2020) montre également que ceux ayant un bon accès aux technologies de communication, ont pu mieux absorber la réduction extrême de l'activité sociale et économique associée au confinement du COVID. En outre, l'encouragement de l'utilisation de la technologie peut également soutenir les activités génératrices de revenus. Par exemple, l'expansion de la banque mobile (M-Pesa) au Kenya a favorisé le développement des activités de commerce électronique et des systèmes de paiement électronique dans les zones défavorisées.

-Recherche et développement : L'augmentation des dépenses publiques de R&D augmenterait la productivité globale. Cependant, toutes les entreprises quels que soit les secteurs devraient

profiter de gain de productivité afin d'éviter la divergence de productivité entre les entreprises qui pourraient engendrer une plus grande dispersion des salaires et des inégalités de revenus. Une attention particulière devrait être accordée à la facilitation de la diffusion technologique en soutenant l'adoption des nouvelles technologies par les petites entreprises.

2. Revue de la littérature :

Plusieurs études antérieures ont montré que certains types de dépenses publiques ont tendance à réduire l'inégalité des revenus dans de nombreux pays et régions du monde.

Cependant, il est également reconnu que la relation entre les dépenses publiques et les inégalités est complexe et de nombreux doutes ont été soulevés sur l'efficacité des dépenses publiques en tant qu'instrument qui permet la redistribution notamment dans les pays à revenu faible ou moyen.

Plusieurs études ont montré l'importance de l'allocation des ressources budgétaires afin de maintenir l'équilibre et de réaliser la croissance inclusive. Tel que Bastagli et al. (2012) qui ont déclaré que la politique budgétaire peut influencer sur la répartition des revenus en affectant les revenus disponibles actuels et en influençant les revenus futurs des individus. Un gouvernement peut utiliser les dépenses publiques pour fournir des services publics ou pour parvenir à une répartition équitable des revenus.

Claus et al. (2014) ont conclu que les dépenses publiques d'éducation et de santé sont les deux moyens les plus efficaces permettant de réduire les inégalités dans les pays en développement d'Asie.

En se basant sur des données sur plusieurs pays de l'Afrique afin de identifier les moteurs de croissance inclusive en Afrique, K.Hussein et al (2018), montre que l'investissement est un facteur important qui a une incidence sur la croissance inclusive en Afrique. Une augmentation de l'investissement à hauteur de 1 point de pourcentage améliore la croissance inclusive de 0,4 point de pourcentage, ce qui est statistiquement significatif, à un niveau de signification de 1 %. Cela veut dire qu'une augmentation de l'investissement en Afrique conduit à une croissance plus élevée, ce qui pourrait contribuer à l'inclusivité de la croissance.

Pour les dépenses d'éducation, Roberts, J. (2003) a conclu que si les dépenses publiques sont augmentées pour l'éducation, cela peut créer des opportunités pour les pauvres d'obtenir une éducation, mais les facteurs liés à la demande peuvent réduire cet effet. Ces facteurs

peuvent inclure les perceptions concernant les retombées de l'éducation, le revenu du ménage et d'autres coûts pour les parents qui envoient leurs enfants dans des établissements d'enseignement. A.Njong (2010) a étudié l'impact des différents niveaux d'éducation sur la pauvreté au Cameroun. Les résultats montrent que le niveau d'instruction affecte négativement la pauvreté. Cela signifie que plus le niveau d'instruction est élevé, plus la probabilité qu'une personne devienne pauvre est faible. Par conséquent, l'éducation améliore le revenu potentiel des individus.

Au niveau de la santé, les économistes, qui travaillent sur la théorie de croissance économique ont reconnu la santé comme une forme du capital humain.

En effet, les dépenses publiques de santé doivent être orientées en premier lieu vers les interventions ayant des caractéristiques des biens publics. Roberts, 2003, Gupta et al. (2003) ont constaté que les pauvres ont un état de santé médiocre dans les économies en développement et en transition, et les pauvres ne sont pas touchés par les dépenses publiques de santé. De même, Odior (2015) montre que la réallocation des dépenses publiques vers le secteur de la santé contribue de manière significative à la réduction de la pauvreté.

Par ailleurs, la plupart des études ont montré que les dépenses publiques de santé peuvent réduire la pauvreté, d'autres prouvent le contraire tels que Asgar et al. (2012) à travers l'étude d'impact de la croissance sur des dépenses publiques à long terme, au Pakistan pour la période 1972-2008. Les résultats dégagent que le coefficient des dépenses publiques de santé étaient insignifiants.

Gupta et al. (2014) ont identifié un impact positif et durable des projets d'investissement public sur la croissance des pays en développement, une fois tenu compte d'indicateurs indirects de la qualité de la gestion de l'investissement public dans chacun des pays. Leurs résultats montrent que, dans les pays en développement, le capital public, ajusté de sa qualité, a connu une croissance bien plus lente que le PIB entre 1960 et 2010. Ce qui explique la faible contribution des investissements publics à la croissance globale.

Ahmed (2007) a mis en évidence l'importance de la composition des dépenses publiques pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Il a montré que : les dépenses de santé, d'éducation et d'infrastructure ont un impact positif sur la croissance économique lorsqu'elles sont contrôlées par d'autres facteurs. Plusieurs études ont expliqué l'importance des politiques budgétaires dans l'élaboration du schéma de croissance économique via deux types de dépenses publiques, à savoir les dépenses en biens publics et privés et les

subventions. L'examen du rôle de la politique budgétaire dans la croissance inclusive au Nigeria entre 1980-2013 par

H. Mobolaj et al (2015) relevé que la politique budgétaire a un impact positif sur la croissance inclusive. En effet, les dépenses publiques doivent être orientées vers les investissements productifs et le développement des infrastructures en vue d'accélérer la croissance inclusive. En outre, le gouvernement devrait intensifier ses efforts de mobilisation des recettes fiscales dans le pays en renforçant l'administration et le recouvrement des impôts afin de promouvoir une croissance inclusive.

Kalsoom. Z (2018), a utilisé les modèles vectoriels autorégressifs multiples (VAR) et en calculant les élasticités sur la base des fonctions de réponse impulsionnelle cumulative (IRF). Afin d'examiner le rôle de la politique budgétaire dans la réduction de la pauvreté, la réduction des inégalités, la création d'emplois productifs et, surtout, la réalisation d'une croissance économique inclusive assise pour le Pakistan.

Section 2 : Les recettes publiques pour une croissance inclusive :

Les recettes publiques représentent l'ensemble des recettes reçues par l'administration publique. Elles sont constituées principalement par prélèvement à caractère fiscal. Ces prélèvements sont inscrits dans le cadre d'une politique fiscale qui définit l'ensemble des principes caractérisant le système fiscal et permettant de financer les dépenses publiques tout en soutenant l'activité économique.

1. Principes de politique fiscale pour une croissance inclusive

Les principes de politique fiscale pour une croissance inclusive peuvent être regroupés sous trois grands piliers : élargissement des assiettes fiscales, renforcement de la progressivité globale du système fiscal, et amélioration de la politique et l'administration fiscales. Chaque principe de politique fiscale conduit à un certain nombre d'options de la politique fiscale qui devront être examinées en détail.

1.1 Élargir les assiettes fiscales :

Une réforme d'élargissement se fait en premier lieu, à travers les maintenues des assiettes fiscales larges et des taux d'imposition faible. Une réforme d'élargissement de l'assiette et de réduction des taux devrait réduire les distorsions en réduisant les taux d'imposition globaux et en supprimant les incitations pour les contribuables à modifier leur comportement pour profiter des allègements fiscaux. Dans l'examen des arguments en faveur de l'efficacité économique et de la suppression des allègements fiscaux et de l'élargissement de l'assiette fiscale, le besoin sous-jacent d'une réforme sans incidence sur les recettes est crucial. Lorsque des allègements fiscaux sont accordés, les taux d'imposition doivent être plus élevés qu'autrement ; et dans la théorie économique standard, la perte sèche due à la fiscalité augmente du carré du taux d'imposition. Il y a donc une forte présomption que les réformes permettant une baisse des taux d'imposition vont accroître l'efficacité économique.

En effet, les assiettes larges simplifient le système fiscal en réduisant les exonérations, les abattements, les crédits et/ou la différenciation des taux. Cette simplification peut réduire les coûts de conformité liés aux particuliers et aux entreprises en matière de suivi des activités fiscalement privilégiées, de compréhension des exigences de qualification et de déclaration. Également, les assiettes fiscales les plus larges peuvent être plus efficaces pour atteindre des niveaux plus élevés de conformité pour les contribuables et réduire les possibilités d'évasion fiscale, aussi permettant à leur tour des taux d'imposition plus bas et améliorant l'équité horizontale. Les assiettes fiscales pourraient être élargies en particulier en supprimant les dépenses fiscales qui ne sont pas ciblées sur des objectifs de redistribution.

En deuxième lieu, à travers la suppression des dépenses fiscales qui ne sont pas ciblées sur des objectifs de redistribution, cela permet à contribuer à la fois à une plus grande efficacité et à une répartition plus étroite du revenu disponible.

Les dépenses fiscales spécifiques qui pourraient être reconsidérées comprennent par exemple des exonérations fiscales sur les crédits hypothécaires, en particulier dans les pays qui n'imposent pas les loyers imputés, les incitations fiscales pour promouvoir l'épargne-retraite ou la réduction de l'imposition des plus-values provenant de la vente d'une résidence principale ou secondaire. Pour les impôts progressifs, la transformation des exonérations fiscales en crédits peut accroître la progressivité étant donné que la valeur des crédits d'impôts n'augmente pas avec les taux marginaux d'imposition. Une autre façon de plafonner l'allègement fiscal consiste à limiter le montant total des déductions fiscales qui peuvent être

réclamés chaque année par les personnes ont des revenus élevés, comme la restriction pour les contribuables disposant des revenus élevés. D'ailleurs cette méthode a été introduite en Irlande depuis 2007. Dans ce cadre, l'OCDE (2014) a proposé d'imposer les revenus ordinaires, les avantages en nature et les avantages sociaux dans le but de renforcer l'équité.

De même, l'élargissement de l'assiette de la TVA peut simultanément améliorer l'efficacité et l'équité. L'élargissement de l'assiette pourrait cibler en particulier la réduction des taux de TVA pour les biens et les services à des fins sociales et culturelles. Ces dispositions préférentielles en matière de TVA procurent souvent un avantage si important aux ménages riches puisqu'elles ont un effet régressif profitant davantage aux riches en termes agrégés et en proportion des dépenses.

Par exemple, les taux réduits sur l'hébergement à l'hôtel et la restauration profitent beaucoup plus aux riches qu'aux pauvres, tant en termes agrégés que proportionnels, dans tous les pays de l'OCDE où ils sont appliqués.

En troisième lieu, à travers l'élargissement de la base de la sécurité sociale. Les cotisations sociales destinées à financer les prestations de retraite, de chômage et de santé sont des prélèvements presque obligatoires sur les revenus du travail dans la plupart des pays. Le développement des systèmes de sécurité sociale au 19^e siècle a été influencé par les syndicats et comme les membres des syndicats étaient des travailleurs salariés, seules les cotisations de base pouvant être prélevées de leurs salaires. Au cours des décennies suivantes, la masse salariale n'a cessé d'augmenter en raison de la démographie, elle a donc constitué une excellente base pour financer les prestations. Maintenir le revenu du travail comme base de la cotisation de sécurité sociale était également logique, car cela permet aux gouvernements de fixer le niveau des prestations en fonction des cotisations de sécurité sociale réelles. Toutefois, l'évolution des circonstances peut nécessiter l'identification de nouveaux modes de financement des prestations sociales mais peut également être conçue de manière équitable. L'augmentation des coûts et de la couverture des systèmes de sécurité sociale a entraîné des cotisations sociales élevées pour les employeurs et les employés dans de nombreux pays, ce qui réduit les incitations à travailler et à embaucher des employés, en particulier pour les travailleurs à faibles revenus, peu qualifiés, jeunes et âgés. Les pays sont donc confrontés au défi d'assurer le financement de leurs systèmes de sécurité sociale tout en évitant de fortes distorsions sur les marchés du travail.

1.2 Renforcement de la progressivité globale du système budgétaire :

Le renforcement de la progressivité globale du système budgétaire peut s'établir à travers les méthodes suivantes :

*Renforcer l'équité horizontale pour améliorer l'équité verticale : à titre d'exemple, un meilleur alignement de l'imposition des revenus du capital et du travail peut renforcer l'équité tant horizontale que verticale. Elle renforce l'équité horizontale en traitant les différentes formes de revenus de manière plus similaire. À son tour, un traitement fiscal plus égal horizontalement des revenus du capital et du travail réduit les incitations et les opportunités pour les hauts revenus à transférer la rémunération des salaires vers les revenus du capital, ce qui se traduit par une plus grande équité verticale.

Dans ce cadre, Mirrlees et al, (2011) ont mis plusieurs suggestions pour faciliter le lissage du revenu imposable afin que la progressivité de l'IRPP soit mieux ciblée sur les personnes ayant des revenus à vie élevés plutôt que sur les contribuables ayant des revenus imposables temporairement élevés. Si les revenus annuels chutent parce que le contribuable perd son emploi ou que les revenus de toute une vie chutent en raison d'une maladie, par exemple, une partie des IPPP payés les années précédentes serait restituée au contribuable.

*Renforcer le lien entre les impôts payés et les avantages reçus tout au long du cycle de vie : lorsqu'il existe un lien étroit entre les cotisations que versent les contribuables et les prestations qu'ils reçoivent, en particulier dans le cas des retraites, il y a lieu de renforcer ce lien pour limiter les distorsions du marché du travail et les problèmes d'aléa moraux. Différentes approches pourraient être envisagées, y compris l'amélioration de la fourniture d'informations aux contribuables sur les droits futurs pour les impôts payés et/ou l'utilisation des comptes de protection sociale.

*Aligner les coûts et les rendements privés et sociaux grâce à une réforme fiscale :

Pour que la croissance économique soit inclusive non seulement à court terme mais aussi sur le long terme, il est nécessaire que les agents contribuent aux activités économiques de manière à ce que les rendements privés et sociaux de leurs actions soient alignés et que les agents assument la responsabilité privée ainsi que les coûts sociaux de leurs actions en compte.

Les taxes liées à l'environnement tel que : les taxes sur les "péchés" par exemple, les droits d'accise sur l'alcool et les cigarettes, les taxes liées à la santé par exemple, sur le sucre, les graisses saturées et les taxes sur les jeux jouent un rôle important, pas nécessairement en tant que générateurs de revenus, mais en tant qu'instruments qui orientent le comportement privé vers des résultats socialement souhaitables.

Il convient toutefois de mentionner que la fiscalité n'est pas toujours l'instrument le plus approprié pour aligner les coûts privés et sociaux ainsi que les rendements privés et sociaux. Par exemple, les taxes sur les carburants de transport peuvent dans de nombreux cas générer des recettes à un coût économique relativement faible et être compatibles avec la progressivité, dans certains pays, les niveaux pigouviens peuvent avoir déjà été atteints et de nouvelles augmentations pourraient être économiquement coûteuses. Au lieu d'augmenter les taxes sur les carburants, les pays pourraient envisager de se tourner vers des instruments de tarification adaptés par exemple, redevances basées sur la distance pour contrôler les externalités de transport et augmenter les recettes à l'avenir.

1.3 Améliorer la politique et l'administration fiscales :

Les réformes de la politique fiscale et leur administration fiscale permettent de mobiliser des recettes supplémentaires pour le développement. Parmi ces réformes il y a :

*L'assurance de la faisabilité administrative de la conception de la politique fiscale : lors de la conception de la politique fiscale, les décideurs doivent tenir compte de la faisabilité administrative des réformes proposées. Ils doivent tenir compte des défis et des coûts administratifs et d'exécution correspondants auxquels l'administration fiscale sera confrontée lors de la mise en œuvre de cette réforme. D'ailleurs, les pays dont la capacité administrative est plus faible ne devraient pas nécessairement viser à mettre en œuvre les dispositions fiscales complexes que l'on peut trouver dans certains des pays les plus développés.

*Lutter contre l'évasion et la fraude fiscales : les personnes à revenu élevé peuvent avoir plus de possibilités d'obtenir des conseils de planification fiscale sur la réduction de leurs obligations fiscales, de sous-déclarer leurs revenus (par exemple en traitant la consommation comme une dépense d'entreprise ou en gardant les revenus à l'étranger) ou de recevoir une rémunération sous une forme de revenu plus légèrement imposé (par exemple plus-values). Amélioration de la politique et de l'administration fiscale favorise la réduction et l'évitement et de la fraude fiscale peut contribuer à une plus grande équité en plus d'améliorer l'efficacité

du système fiscal. La réduction de l'évasion améliore également la perception des contribuables respectueux du système fiscal comme étant équitable.

*Améliorer la qualité des statistiques fiscales, des données et des indicateurs de politique fiscale : de meilleures données, en particulier sur la répartition des revenus et des richesses et sur les contribuables sont nécessaires. En outre, la conception fiscale pour une croissance inclusive nécessite de meilleures statistiques fiscales et des indicateurs de la politique fiscale. Des statistiques des indicateurs fiscaux de haute qualité aideront à concevoir des réformes qui concilient efficacité et équité, ainsi qu'à identifier et potentiellement indemniser les perdants des réformes fiscales. De meilleurs indicateurs et analyses contribueront également à informer les décideurs et à influencer le débat sur la politique fiscale.

Dans ce contexte une étude publiée par FMI (2022) qui montre qu'une fiscalité équitable permet de favoriser la croissance et réduire les inégalités. Plusieurs pays, font recours aux déclarations électroniques et tirer davantage de la technologie. Permettant d'une part, l'amélioration de la gouvernance et de renforcement de la transparence d'où d'instaurer la confiance dans le système fiscal. Et d'autre part, permet de soutenir la mobilisation des recettes en utilisant des réformes approfondies. Par exemple en Géorgie et au Tadjikistan, la mise en œuvre des procédures fiscales simples permet de doubler les ratios impôt/PIB au cours des 20 dernières années.

2. Revus de la littérature : Politique fiscale et croissance inclusive

Les objectifs assignés au système fiscal sont divers. Principalement, le financement des dépenses publiques qui est considéré comme le principal objectif au moyen des prélèvements obligatoires des revenus suffisants et stables. Ce qui permet de favoriser une croissance. En effet, la relation entre la politique fiscale et la croissance économique fait l'objet de plusieurs études empiriques dont l'objectif est de fournir à la fois des preuves de l'impact des dépenses publiques, du niveau d'imposition sur la croissance et de l'impact de la structure fiscale sur la croissance.

Les études empiriques sur la relation entre la politique budgétaire et la croissance économique visent principalement plusieurs études (Christie 2012 ; Chu et al. 2018 ; Gemmell et al. 2016 ; Oyinlola et al. 2020 ; Paparas – Richter 2015) qui ont étudié le lien entre les dépenses publiques ou la recette fiscale totale et la croissance économique en utilisant des modèles de régression de la croissance couvrant différentes périodes et divers échantillons de pays.

Cependant, selon les travaux aucun consensus clair sur la nature et la signification d'une telle relation. D'une part, des impôts plus élevés provoquent des distorsions relativement plus importantes d'où ça impacte négativement l'activité économique et la croissance. D'autre part, des impôts plus élevés impliquent des dépenses publiques plus élevés, par conséquent certains peuvent favoriser la croissance économique.

La discussion sur l'impact de la politique sur la croissance est principalement axée sur les mesures relatives aux impôts directs par rapport aux impôts indirects, et en particulier sur leurs pouvoirs à favoriser plus la croissance.

En effet, une majorité pense que la fiscalité indirecte est plus favorable et suggère une augmentation des recettes fiscales en utilisant les impôts indirects, en particulier ceux sur la consommation. Par exemple, Myles.G (2009), affirme que le passage de l'impôt sur le revenu à l'impôt sur la consommation entraîne une augmentation du taux de croissance.

De même Arnold et al. (2011); Acosta.Ormaechea et al (2019), à travers des études empiriques ont établi un classement des impôts en fonction de leur contribution à la croissance, l'impôt sur le revenu s'avère être plus néfaste à la croissance à long terme que la taxe sur la consommation ou l'impôt foncier.

Les résultats des analyses empiriques de , Dackehag et Hansson (2012) , Bernardi (2013) , Canavire-Bacarreza et al. (2013) , Szarowska (2013) , Tanchev (2016) et Stoilova (2017) se sont intéressés à la nature et l'importance de la relation entre la structure fiscale et la croissance.

Dackehag et Hansson (2012) ont étudié comment les taux d'imposition légaux sur les revenus des sociétés et des particuliers affectent la croissance économique dans 25 pays riches de l'OCDE à l'aide de données de panel pour la période 1975-2010, et ont constaté que l'imposition des revenus des sociétés et des particuliers avait une influence négative sur la croissance économique.

Pour Szarowska (2013), il a appliqué une analyse de régression sur des données de panel annuelles pour les États membres de l'UE-24 au cours de la période 1995-2010 et a constaté un effet positif statistiquement significatif des taxes à la consommation sur la croissance du PIB. Ayoub et Mukherjee (2019) ont étudié le rôle de la taxe de la valeur ajoutée (TVA) sur la croissance économique en Chine en utilisant des données de séries chronologiques. L'

étude a confirmé les résultats des études précédentes qui montrent une relation positive entre la TVA et la croissance économique à long terme.

Stoilova (2017) a examiné l'impact de la fiscalité sur la croissance économique dans les États membres de l'UE-28 pour la période 1996-2013 au moyen de régressions sur des données de panel regroupées. Elle a constaté que l'imposition de la TVA affecte négativement les économies de l'UE-28 et a conclu qu'un système fiscal basé sur des taxes à la consommation sélective, des impôts sur le revenu des personnes physiques et la propriété sont plus favorables à la croissance économique.

Ahmed et al. (2013) ont étudié l'impact des recettes fiscales sur la croissance économique au Pakistan en utilisant des données de séries chronologiques pour la période 1976-2011 et ont conclu que les impôts directs devraient être augmentés (plutôt que les impôts indirects) pour soutenir la prospérité économique du pays.

Tanchev (2016) a mené une étude économétrique à l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) pour évaluer l'impact de l'impôt sur le revenu des personnes la période 1985-2016 et ont dégagé une relation positive significative.

Contrairement à ces conclusions, Bernardi (2013) a effectué une analyse agrégée des tendances fiscales dans les pays membres de la zone euro (ZE-17) et une analyse divisée pays par pays, en ce qui concerne la période 2000-2014. Il a constaté que les gains d'un transfert fiscal (des impôts directs aux impôts indirects) affirment les recherches précédentes. Au contraire, il prédit que le *taxe swap* pourrait aggraver la régression économique qui se répand dans l'Union européenne, notamment en raison de l'adoption généralisée de politiques budgétaires restrictives presque par tous les pays membres.

Alors que Canavire-Bacarreza et al. (2013), leur évaluation porte sur l'effet de différents instruments fiscaux sur la croissance des pays d'Amérique latine à l'aide de techniques vectorielles autorégressives et d'une estimation de données de panel. Ils ont constaté que l'impôt sur le revenu n'a pas l'effet négatif attendu sur la croissance économique. Pour l'impôt sur les sociétés, leurs résultats suggèrent que la réduction de l'évasion fiscale et un recours accru à la collecte pourraient stimuler la croissance économique dans la région. Le recours aux taxes à la consommation a des effets positifs significatifs sur la croissance en Amérique latine en général, bien qu'ils aient trouvé de légers effets négatifs dans certains des pays sélectionnés.

Conclusion :

À travers ce chapitre, nous avons pu montrer la relation entre la politique budgétaire et la croissance inclusive. En effet, les dépenses publiques et la redistribution des recettes peuvent fournir un service nécessaire tel que : l'éducation, la santé, le transport, l'équité fiscale, la transparence...etc. servent à réduire l'inégalité. Ce constat sera étudié pour le cas de la Tunisie au niveau du chapitre suivant.

Chapitre 3 : Etude empirique

Politique budgétaire pour une croissance
inclusive : Cas de la Tunisie

L'objectif de ce chapitre est d'analyser la relation entre la politique budgétaire et la croissance inclusive en Tunisie en utilisant des différentes variables de la politique budgétaire, à savoir, les dépenses de l'éducation, de santé, d'investissement et des recettes fiscales. L'objectif est de déterminer si les composantes de la politique budgétaire permettent d'améliorer et de soutenir la croissance inclusive en Tunisie. Mais avant d'aborder cette question, nous allons analyser l'évolution des principales variables du modèle et de présenter la méthodologie utilisée.

Section 1 : la politique budgétaire en Tunisie :

1. Présentation du budget :

Depuis 2000, la Tunisie s'est caractérisée par une politique basée sur la libéralisation et l'ouverture sur l'économie. La politique budgétaire favorise l'offre que la demande ce qui permet le renforcement de la compétitivité des entreprises et leur modernisation. Cette politique a abouti à une progression des capacités exportatrices des entreprises et de désengagement de l'État dans de nombreux secteurs productifs. Malgré l'augmentation de la croissance, le développement régional a connu une évolution en 2008 avec le déplacement des investisseurs vers l'axe intérieur.

Cependant, depuis 2011 une politique budgétaire expansionniste a été adoptée, conduisant à la détérioration des principaux indicateurs économiques.

Nous allons procéder dans ce qui suit à une analyse du budget de l'État tunisien.

1.1 Les recettes :

L'évolution de recettes se présente comme suit :

Figure 4: Répartition des recettes de budget de l'Etat*



Source : Ministère des finances

En Tunisie, la recette fiscale qui provient de l'impôt indirect, direct et local, est dominée par l'ensemble des recettes de budget. En comparant avec les estimations de la loi des finances en 2020, les ressources du budget de l'État ont enregistré un taux d'exécution de 52% jusqu'à Aout 2020. Les recettes propres du budget s'élevaient à 18669 MD à fin Août 2020 contre 20929 MD au cours de la même période de 2019, soit une baisse de -10,8%.

Les recettes de budget proviennent de 87% de recettes fiscales, 9% des recettes non fiscales et 4 % des ressources d'emprunt.

En 2020, les recettes fiscales s'élèvent à 26107 MD soit une régression de 2794 MD par rapport aux résultats de 2019 et de 5652 MD par rapport à la loi des finances initiale. Cette diminution est expliquée par la régression de l'activité économique suite à la crise du covid - 19.

Les impôts directs s'élèvent à 11 637 MD et enregistrent une baisse de 8% par rapport à 2019. Cela est expliqué principalement par :

- Une baisse de l'impôt sur les sociétés pétrolières de -509 MD car le prix moyen du baril de pétrole est passé de 65\$ /baril, estimé par la loi des finances pour l'année 2020 à 43\$ /baril, selon la loi des finances complémentaire de 2020.

- Une baisse du taux de change du dollar par rapport aux dinars de 2,850 dinars pour un dollar en octobre 2019 à 2.743 dinars fin août 2020.
- Régression de la production nationale d'hydrocarbures (pétrole et gaz) d'environ 25%.

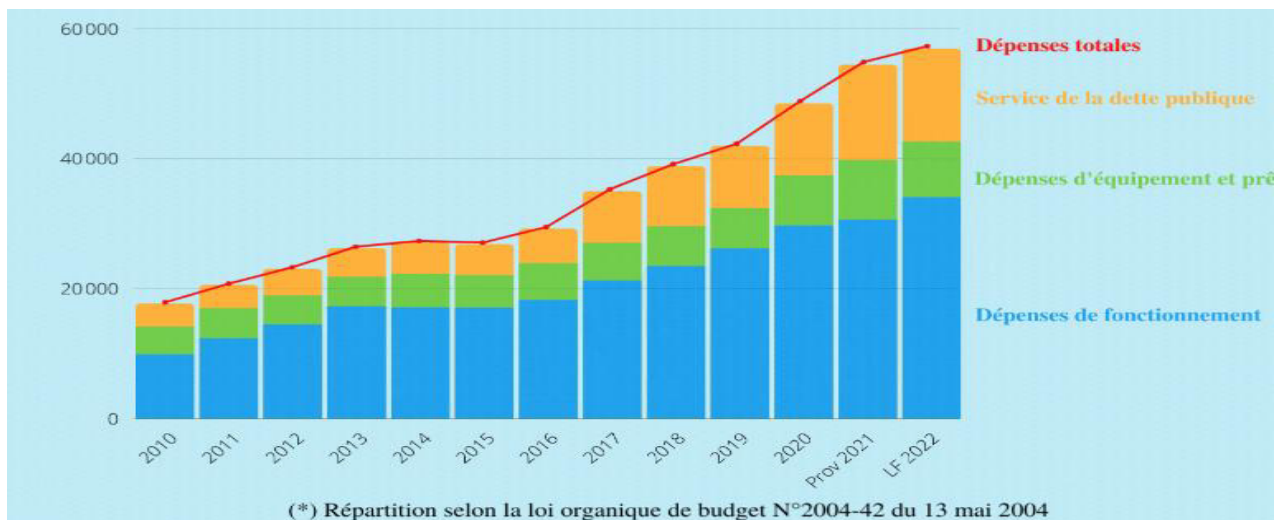
En ce qui concerne l'impôt indirect, il enregistre une baisse de 1783 par rapport à 2019. Cette baisse provient d'une diminution de la TVA en rapport avec la pandémie covid-19 et ses répercussions sur l'activité économique et la demande. Aussi, une diminution des droits de douane de -10,6% suite à une régression attendue qui est due à une baisse du volume des importations -19,8% contre + 9% estimé par la loi des finances 2020.

À fin août 2020, les recettes non fiscales atteignent un montant de 1434 MD contre 2211 MD à fin août 2019 MD. Ce qui est expliqué par une diminution de 50 % des revenus provenant de la vente du pétrole avec une baisse de la production de -25% et la chute du prix du baril de pétrole sur le marché mondial.

1.2 Les dépenses :

Les dépenses publiques hors dette sont réparties en dépenses d'investissement (de développement) et en dépenses de fonctionnement. Nous remarquons, d'après le graphique ci-dessous, une augmentation considérable des dépenses publiques.

Figure 5: Répartition des dépenses de budget de l'Etat *



Source : Ministère des finances

Nous constatons aussi un décalage entre les dépenses d'équipement et les dépenses de fonctionnement. Cette dernière excède largement les dépenses d'équipement.

La hausse des dépenses de fonctionnement est due principalement à l'accroissement de la masse salariale. Cela est la résultante à la fois des hausses successives des salaires et des nouveaux recrutements. En effet, entre 2010 et 2016 la masse salariale a augmenté de plus de 20MD.

D'ailleurs, la Tunisie s'était engagée auprès du FMI, à plusieurs fois à maîtriser cette masse salariale et à cesser ces recrutements jugés abusifs.

La hausse des dépenses de fonctionnement est due aussi à une augmentation des subventions. En effet, la hausse des prix mondiaux principalement le prix du pétrole et la crise du covid-19, n'a fait qu'accroître à la fois la part des subventions des produits de base et des carburants afin de protéger le pouvoir d'achat des ménages. Dans ce cadre et selon le rapport de BCT (2020), *"il faut procéder à des pressions sur le budget de l'État et l'orientation vers la réduction progressive des dépenses de subvention devraient engendrer des ajustements à la hausse des prix de plusieurs produits et services administrés prépondérants, dont certains ont été avancés dans la Loi de Finance de 2021 (sucre, énergie, etc.)"*.

2. Politique budgétaire leviers de croissance : les réformes

Comme c'est déjà présenté, le budget de l'État annonce l'alarme de la crise depuis 2011. Ce qui bloque la croissance économique vu que les objectifs économiques ne sont pas atteints, un manque de confiance entre citoyens et l'administration publique s'établit. Donc, suite aux différents intervenants dans l'économie, l'État se trouve dans l'obligation de trouver des solutions afin de remédier à la situation critique de l'économie tunisienne. En effet, de nouvelles règles et de réformes économiques sont mises en place.

En 2014, Le gouvernement a mis en place une vision claire des réformes économiques et un progrès significatif qui a été réalisé, malgré le lent déroulement dans la mise en œuvre de certaines réformes clés. Les autorités ont commencé à se concentrer sur les aspects politiques de la transition vers l'agenda économique, en particulier depuis 2014.

Le gouvernement a une nouvelle action d'orientation de la stratégie sur le plan de développement national pour 2016-2020 qui se caractérise par le développement d'un programme de réformes majeurs.

Le défi majeur du pays est d'une part, une transformation structurelle de l'économie afin de stimuler la compétitivité, la valeur ajoutée et la productivité, ce qui entraîne une croissance

plus élevée et plus inclusive. Et de l'autre part, le fait d'améliorer la gouvernance, de favoriser la transparence et lutter contre la corruption. Ces réformes demeurent parfois difficiles et leurs mises en œuvre sont lentes.

Le programme de réforme du gouvernement s'appuie sur une identification robuste des problèmes du pays, et les solutions possibles. Ceci nécessite une action partagée pour améliorer les institutions de gouvernance économiques.

Cependant, la transformation du modèle tunisien de développement vise également à améliorer l'efficacité du secteur public, à encourager la croissance dirigée par le secteur privé et à favoriser l'inclusion économique dans l'élaboration des politiques. Parmi les priorités de la Tunisie dans ces domaines, nous citons :

- Améliorer la mobilisation des ressources intérieures notamment en promouvant un système fiscal plus équitable et plus efficace par l'accélération du programme de réforme fiscale en cours) et la gestion des finances publiques (à travers les réformes budgétaires et l'amélioration des mécanismes de contrôle existants).
- Réformer le gouvernement central vers une administration publique plus souple et plus efficace, et accorder une attention particulière à la réforme de la fonction publique (visant à réduire la masse salariale, à créer des incitations et à renforcer la capacité des fonctionnaires) et à introduire plus de transparence et de responsabilité dans les entreprises publiques.
- Promouvoir les conditions de concurrence réglementaires pour les entreprises et réformer le cadre d'investissement, notamment l'adoption d'une réglementation en vertu du nouveau code d'investissement.
- Favoriser une inclusion économique et politique des jeunes et des femmes (spécifiquement en abordant les résultats du marché du travail pour les deux groupes).

Ces réformes se composent de plusieurs piliers, nous nous intéressons au pilier d'équilibre budgétaire par une meilleure collecte des revenus de l'État et une distribution intelligente des dépenses. Les excès de dépenses publiques telles que les rémunérations des salaires des fonctionnaires publics qui présentent plus que 80% du total des dépenses doivent être ajustés. Ainsi, une politique fiscale des impôts doit être mise à jour par rapport aux normes internationales pour assurer une meilleure collecte des revenus. De même, une plus grande efficacité des services publics, de l'exécution des investissements publics et de la compétitivité des entreprises publiques demeure des ingrédients de la gestion rationnelle des

dépenses publiques. Ceci s'inscrit dans le cadre d'une meilleure utilisation et affectation des ressources pour soutenir l'investissement et la croissance. Il est aussi primordial de continuer l'ancrage de la politique budgétaire à moyen terme sur la soutenabilité de la dette pour générer l'espace budgétaire nécessaire à l'investissement public.

En plus, la réforme profonde de la gestion du budget de l'État est apportée par le GBO c'est la gestion budgétaire par objectifs. La GBO permet d'optimiser la gestion et rationaliser les finances de l'État en prenant en compte les objectifs à atteindre et les indicateurs de performance. Elle permet aussi de gérer les dépenses et d'améliorer l'efficacité de l'action publique.

La GBO repose sur deux éléments fondamentaux de la bonne gouvernance à savoir la transparence et la performance de la gestion financière. En d'autres termes, elle s'insère dans un contexte favorable pour consolider la bonne gouvernance et maintenir la stabilité du cadre macroéconomique par la maîtrise du déficit budgétaire et de l'inflation afin de promouvoir la croissance économique et financière. La Tunisie a adopté cette démarche depuis 2004 et continue progressivement sa mise en œuvre et son développement sur plusieurs années.

Aussi, l'État s'engage auprès de la FMI à poursuivre les réformes du système fiscal telles que la simplification du système fiscal et l'accélération de l'utilisation de l'administration moderne pour encourager l'investissement. Aussi, la révision des dépenses publiques dans le but d'accroître la croissance

Section 2 : Méthodologie empirique

Dans cette section, nous avons adopté la méthodologie VECM afin d'évaluer la relation entre la croissance inclusive et les politiques budgétaires.

Pour ce faire, nous présentons au niveau de cette section les variables ainsi que le modèle utilisé, l'échantillon d'étude, les sources des données et la méthodologie de travail.

1. Présentation des variables

Le vecteur englobe les variables suivantes :

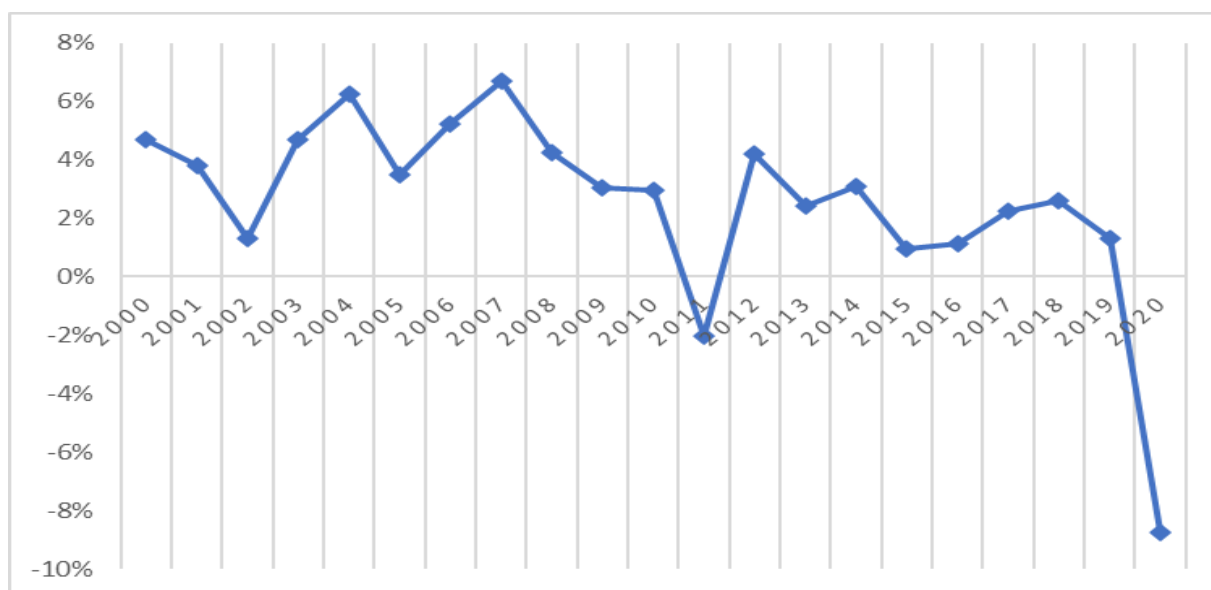
- La croissance inclusive (CI) : Nous avons utilisé trois variables qui constituent cette croissance : l'inverse du PIB par tête, l'indice d'inégalité et le taux de pauvreté afin de construire une seule variable qui s'appelle « croissance inclusive » à partir de ces variables. (Voir annexe n° 1).
- Les dépenses d'investissements rapportées au PIB (DINV) ;
- Les dépenses d'éducation rapportées au PIB (DEDUC) : Les dépenses publiques d'éducation englobent les dépenses directes au titre des établissements d'enseignement et les subventions publiques versées aux ménages et gérées par les établissements d'enseignement ;
- Les dépenses de santé rapportées au PIB (DSANTE), couvrent les frais supportés par les administrations publiques, par d'autres entités telles que les régimes d'assurance-maladie facultative et obligatoire. Et par les individus qui paient directement leurs propres soins ;
- Les recettes fiscales directes rapportées au PIB (IMPO_INDI), Les imports directs rapportés au PIB (IMPO_D) ;
- Taux de pauvreté ;
- Indice de GINI.

Les principales sources de nos données sont : Ministère des Finances, l'institut national des statistiques (INS) et la banque mondiale (BM).

1.1 La croissance économique en Tunisie :

La croissance économique permet de mesurer l'augmentation de la richesse produite pendant une période donnée qui est mesurée par le PIB. Le taux de croissance correspond au taux de variation entre le produit intérieur brut (PIB) au début de la période et le PIB à la fin de la période considérée. Nous constatons, à partir du graphique ci-dessous, que cette variable connaît des fluctuations, tout au long de la période d'étude.

Figure 6: Evolution du PIB



Source :BCT

Au cours de la période allant du 2000 à 2001, la croissance économique annuelle du PIB se situait autour de 5% traduisant une politique économique et sociale équilibrée et visant à améliorer le bien-être des ménages.

L'année 2000 est marquée par un taux de croissance économique annuelle du PIB autour de 5% reflétant une politique économique et sociale équilibrée ; Ceci est pareil pour 2001. Pour 2002 le taux de croissance économique est inférieur à 2% expliqué principalement par le ralentissement de l'activité agricole. Par ailleurs, la croissance économique en 2003 s'approche à 5% suite à l'augmentation des investissements, aussi l'accélération du rythme de croissance des recettes touristiques et agricoles.

Entre 2003 et 2007, cette période a été marquée par une tendance haussière de la croissance économique qui se trouve entre 4% et 6% grâce à l'évolution du secteur touristique et des services.

Par contre, la période allant du 2008 jusqu'au 2010, a connu une diminution de la croissance économique qui s'élève à 3% en 2010. Cette décélération est expliquée par la crise internationale suprême et ses effets négatifs sur les économies des pays.

En 2011, une chute de -2,05 % se traduit par l'instabilité politique et sociale. Pour la période allant de 2012 jusqu'aux 2019 une croissance modeste de moyenne de 2%.

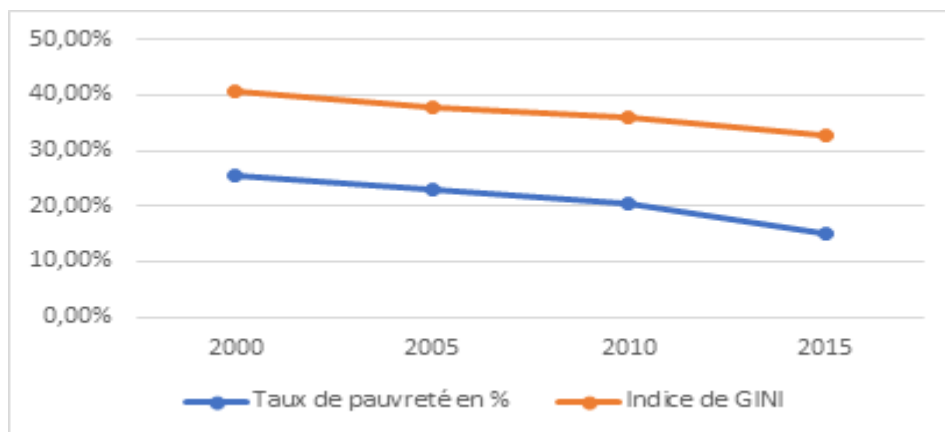
Ceci est dû à la diminution des recettes touristiques, d'incertitude politique et sécuritaire suite aux attentats terroristes, ainsi, une baisse de la valeur ajoutée du secteur des industries non manufacturières.

Par ailleurs, la baisse la plus importante dès l'indépendance est enregistrée en 2020 suite à la crise sanitaire ce qui a causé une décélération de la croissance économique. En effet, à l'exception du secteur agricole, l'économie tunisienne a connu une régression importante de leur croissance.

1.2 Évolution de la pauvreté et l'inégalité de revenus en Tunisie :

L'évolution des inégalités de revenus en Tunisie est présentée pour la période 2000- 2020 sur la base du taux de pauvreté et l'indice de Gini. Ces mesures sont utilisées pour rendre compte de la concentration des revenus. Les évolutions de l'indice de GINI et le taux de pauvreté se présentent dans la figure suivante

Figure 7:L'evolution du taux de pauvreté et l'indice de GINI



Source :INS

Pour le taux de pauvreté, nous constatons une baisse significative qui passe de 25,4% en 2000 à 15,20 % en 2015. Cette tendance à la baisse de la pauvreté est généralisée dans les milieux urbains et ruraux. Cependant, l'analyse par gouvernorat de la pauvreté met en évidence de très fortes disparités régionales. En effet, une forte concentration est implantée entre les régions ; Le taux de pauvreté dans le milieu rural dépasse largement celui dans le milieu urbain. Selon l'INS, en 2015 le Grand Tunis enregistre un taux de pauvreté de 5.3%, le Centre-Ouest et le Nord-Ouest enregistrent respectivement des taux de 31% et 28%.

La régression du taux de pauvreté est liée à la libéralisation du commerce, à l'encouragement de l'investissement et à une amélioration du niveau de revenus des 40% de la population les

plus pauvres tout au long de cette période. Il est ainsi évident que la densité de la population et sa concentration dans les grandes villes constituent un environnement favorable à la réduction de la pauvreté. La dispersion de la population et des activités et leur isolement sont générateurs d'appauvrissement

Ainsi, la densité et la concentration de la population dans les grandes villes constituent un environnement favorable à la réduction de la pauvreté. La fragmentation de la population et des activités et leur isolement sont les causes profondes de la pauvreté.

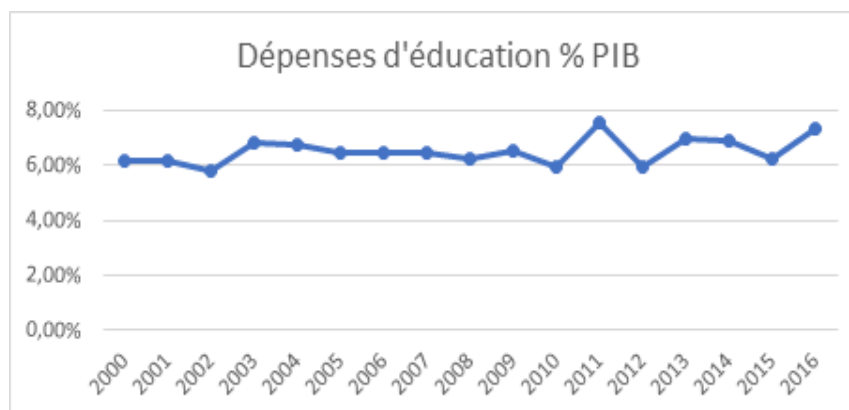
Cette concentration de la pauvreté reflète l'incapacité de l'État à fournir des opportunités éducatives équitables et des infrastructures de base dans les zones les plus pauvres. Il souligne également l'existence d'un marché du travail très fragmenté, la main-d'œuvre des régions défavorisées ayant plus de mal à trouver du travail dans la concentration économique la plus proche.

La Tunisie présente une baisse de la distribution inégale des revenus. Pour la période de 2000 jusqu'au 2015, l'indice de GINI montre que l'inégalité est diminuée grâce à une hausse des revenus salariaux.

Une analyse régionale, montre qu'une augmentation de l'inégalité dans les régions est expliquée par le fait que certaines régions sont exclues de la croissance et du développement économiques et entraînent des niveaux élevés de chômage et de pauvreté.

1.3 Dépenses d'éducation :

Figure 8: Evolution des dépenses d'éducation



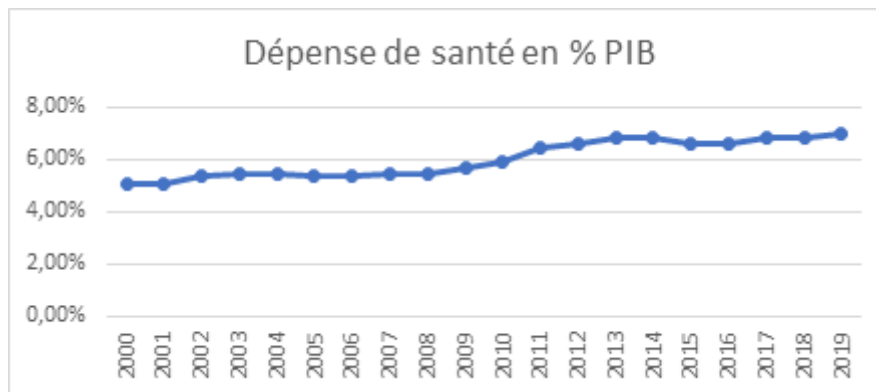
Source : Banque mondiale

Les dépenses moyennes de la Tunisie sont de l'ordre de 6,51% du PIB, sur la période 2000-2016. Les dépenses sont considérées élevées ; Ceci est reflété par la contrainte budgétaire d'un modèle éducatif fondé sur la gratuité des études et un accès non sélectif. D'ailleurs, les dépenses sont considérées élevées par rapport aux pays voisins (par exemple Maroc 5,4 %)

Malgré l'importance des dépenses consacrées à l'éducation, l'efficacité du système éducatif est faible et même en dégradation car une grande partie des dépenses est destinée aux rémunérations.

1.4 Dépenses de santé :

Figure 9:L'évolution des dépenses de santé



Source : Banque mondiale

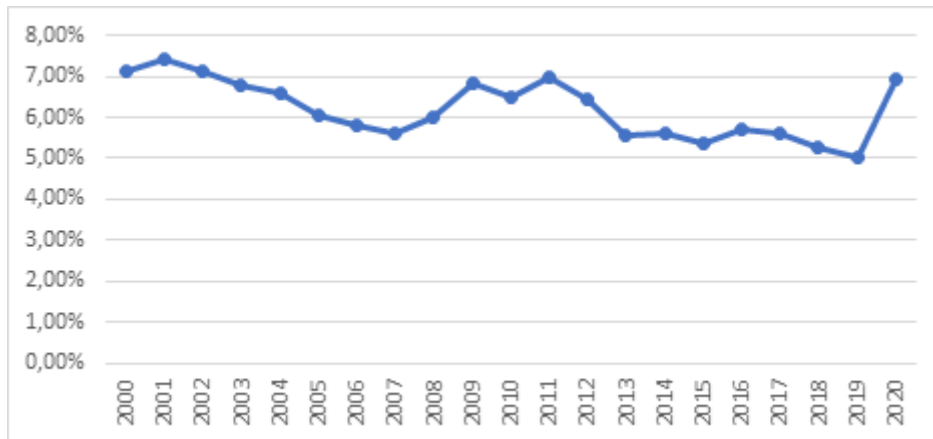
La santé est considérée comme un pilier du développement humain. Le secteur de la santé bénéficie d'un budget de l'État en dépenses courantes à hauteur de 5,04 % du PIB en 2000 et qui s'approche de 6% en 2010 (malgré cette ligne budgétaire, le secteur de la santé publique souffre d'un problème d'infrastructure qui se reflète à travers une offre limitée du nombre de lits par 1000 personnes et du nombre de médecins.

À partir de 2011, ils sont en augmentation légère d'une année à une autre avec une moyenne annuelle de 6,73%. Malgré cette augmentation, l'infrastructure sanitaire est en régression, en effet, le nombre des hôpitaux régionaux est en baisse de 34 en 2009 contre 31 en 20017 selon l'INS. Aussi les chiffres indiquent une baisse du nombre de médecins dans le secteur public entre 2011 et 2017. Selon la dernière mise à jour de l'Institut national des statistiques et compte tenu des rapports du ministère de la santé, le nombre de médecins a diminué au cours de ces deux années, passant de 6 971 à 6 753.

1.5 Les dépenses d'investissement (de développement) :

Les dépenses de développement englobent : investissements directs, financement publics, investissements de l'état sur emprunts extérieurs et fonds du Trésor. Leurs évolutions se présentent comme suit :

Figure 10:L'evolution des dépenses de développement



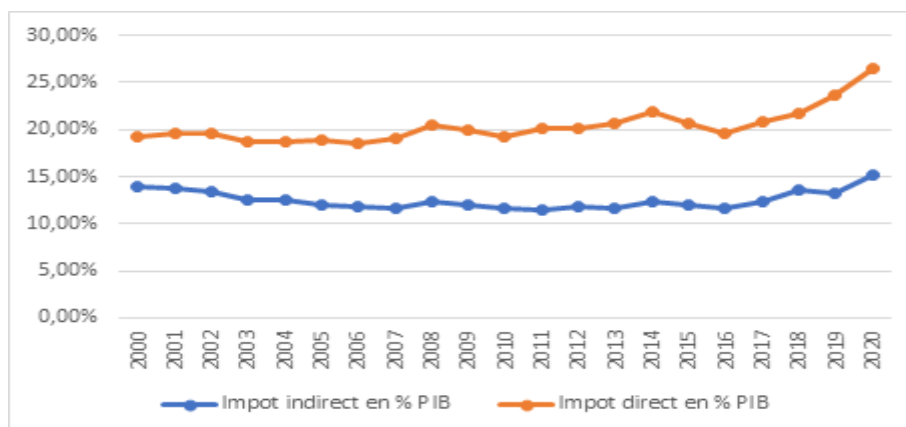
Source : Ministère des finances

Nous remarquons une baisse considérable entre 2000 et 2011 reflétant le niveau de la dette, suivie par une stagnation à partir de 2011. Entre 2011-2016 une augmentation est expliquée par l'augmentation des investissements.

Pour la période 2017-2019, nous remarquons une légère hausse des dépenses en capital issue par l'augmentation des dépenses pour le remboursement du principal de la dette et atténuée principalement par la baisse des dépenses de développement et d'investissement.

1.6 Impôt direct et indirect :

Figure 11:L'evolution des impôts



Source : Ministère des finances

Depuis 2002, la recette fiscale est en croissance, l'évolution moyenne pour l'impôt direct en % PIB est de 7.85%, et pour l'impôt indirect est de 12.51 %. En 2015, la Tunisie a enregistré

le taux d'impôt le plus élevé en Afrique de 30.4% qui est considéré comme étant la championne d'Afrique des taxes.

En effet, le pourcentage le plus élevé est enregistré en 2020, ceci est expliqué par le fait que le PIB (le dénominateur) a baissé davantage que les recettes fiscales (le numérateur) dans la plupart des pays pendant la crise liée au COVID-19.

2. Statistiques descriptives

Le tableau 4 présente les différents paramètres descriptifs des différentes variables utilisées dans notre étude.

Tableau 4: Statistiques descriptives :

	Moyenne	Maximum	Minimum	Std. Dev.	Cv*	Skewness	Kurtosis	Jarque-bera	P-value
POV	20,771	25,400	15,200	4,005	0,193	-0,382	1,678	2,041	0,361
LPIB	10,417	10,543	10,222	0,105	0,010	-0,615	2,035	2,141	0,343
IMPOIND	12,509	15,142	11,388	0,987	0,079	1,089	3,422	4,310	0,116
IMPODI	7,852	11,432	5,422	1,526	0,194	0,412	2,852	0,615	0,735
GINI	36,586	40,800	32,800	3,034	0,083	0,098	1,747	1,407	0,495
DEPSANTE	6,054	6,958	5,048	0,711	0,117	0,025	1,273	2,611	0,271
DEPINV	6,202	7,406	5,026	0,718	0,116	0,070	1,657	1,595	0,450
DEPEDUC	6,669	7,554	5,790	0,540	0,081	0,114	1,744	1,427	0,490
CROISSANCE	2,556	6,710	-8,735	3,259	1,275	-2,036	8,061	36,915	0,000

Source : Résultats fournies par Eviwes

*Coefficient de variation

L'examen de ce tableau montre que :

- ✓ Le taux de pauvreté a enregistré une moyenne de 20.7% avec un écart type de 4.005. Il a atteint un maximum de 25.4% et un minimum de 15.2 %. L'indice d'inégalité a atteint une moyenne de 36.5% en s'étalant d'un minimum de 32.8% à un maximum de 40.8%.
- ✓ Le taux de croissance économique présente une valeur moyenne de 2.55% durant toute la période d'étude, avec un écart type de 3.25. La valeur maximale est de 6.7%

et une valeur minimale de -8.7%. Cette récession (-8.7%) est due principalement aux effets négatifs de la crise pandémique liée au COVID-19.

- ✓ En ce qui concerne les variables afférentes à la politique fiscale, le ratio des impôts indirects est de 12.5% en s'étalant d'un niveau minimum de 11.38% à un maximum de 15.14%. D'un autre côté, le ratio des impôts directs a affiché une moyenne de 7.85%, en s'étalant d'un minimum de 5.42% à un maximum de 11.43%.
- ✓ Du côté dépense, les dépenses courantes rapportées au PIB ont affiché une moyenne de 17.9% en s'étalant d'un minimum de 14.82% à un maximum de 23.65%.
- ✓ L'analyse de la volatilité montre que le taux de croissance économique présente la variable la plus volatile en affichant le coefficient de variation le plus élevé (+1.27). En revanche, le logarithme du PIB semble le moins volatile (0.010), en affichant le coefficient de variation le moins élevé.

Nous constatons que toutes les distributions des variables peuvent être considérées comme normales selon le test de Jarque et Bera étant donné que les probabilités sont supérieures à 5% (excepté le taux de croissance économique qui a une probabilité égale à 0.00).

3. Présentation du modèle

Notre objectif est d'examiner la relation entre la politique budgétaire et la croissance inclusive entre 2000 et 2020.

Comme point de départ de notre recherche, nous avons été inspirés par : la politique budgétaire pour une croissance inclusive : une étude de cas du Pakistan, k. Zulfiqar(2018). En fait, diverses composantes des dépenses publiques et des impôts sont évaluées en estimant des modèles vectoriels autorégressifs multiples (VAR) et en calculant les élasticités sur la base des fonctions de réponse impulsionnelle.

Dans notre étude, nous considérons le modèle VAR suivant :

Dans le cas général ou $Y_t = \begin{bmatrix} POV \\ GINI \\ LPIB_H \\ DEDUC \\ DINV \\ DSANTE \\ IMPOIND \\ IMPOD \end{bmatrix}$ un modèle VAR (1) peut prendre la forme suivante ,

$$Y_t = \Gamma_0 + \sum_{i=1}^p \Gamma_i Y_{t-i} + u_t$$

Avec

Γ_0 Désigne le vecteur des constantes, Γ_1 Désigne la matrice des paramètres à estimer de dimension (n*n) , ut englobe le vecteur des termes d'erreurs. L'ordre de retard optimal est choisi en se basant sur le critère d'information d'Akaike et Schwartz.

A cause de la dimension temporelle qui demeure courte, nous allons procéder à l'estimation de plusieurs spécifications : une spécification qui regroupe seulement les variables des dépenses publiques et une autre qui regroupe les impôts directs et indirects. Dans chaque spécification nous allons introduire d'une façon séparée la croissance inclusive et les deux composantes : les dépenses et les impôts

4. Analyse de corrélation

L'annexe (2.) présente la matrice des corrélations (coefficients et probabilité de signification) entre les variables de notre étude. Elle permet de mesurer le degré et la nature de dépendance entre deux variables.

Il ressort des corrélations négatives du taux de pauvreté avec le logarithme du PIB (-0.87), le taux d'investissement (-0.87), les impôts directs (-0.76), les dépenses de santé (-0.88) et les dépenses d'éducation (-0.60).

Le second pilier de la croissance inclusive, l'inégalité, semble avoir des corrélations positives et statistiquement significatives avec le taux de pauvreté (0.97), De même, une corrélation positive est modérée entre l'inégalité et les dépenses d'investissements (+0.65) et la croissance économique (+0.53).

Au contraire, l'indice de Gini, montre des corrélations négatives et statistiquement significatives avec le logarithme du PIB (-0.93), le ratio des impôts indiscrets (-0.81), les dépenses de santé (-0.88) et les dépenses d'éducation (-0.57).

L'étape suivante consiste à tester la présence d'une racine unitaire des différentes variables.

Section 3 : Résultat et analyses :

3-1 Tests et résultats

3-1-1 Tests de racine unitaire

L'analyse stationnaire est préalable afin de déterminer l'ordre d'intégration des variables utilisées. Pour ce faire, nous allons utiliser les tests proposés par Augmented-dickey-fuller (ADF). Le tableau suivant présente les résultats obtenus.

Tableau 5: Tests de racine unitaire

Variables	Série En niveau		Série En 1 ^{ère} différence	
	Avec constante	Avec constante et tendance	Avec constante	Avec constante et tendance
IMPOIND	-0.66 (0.8351)	0.21 (0.9961)	-3.44* (0.0220)	-5.81* (0.000)
IMPODI	-0.40 (0.8904)	-3.57 (0.0635)	-4.39* (0.0045)	-5.67* (0.0021)
DEPSANTE	-0.71 (0.8219)	-3.31 (0.0953)	-3.06* (0.0464)	-6.09* (0.000)
DEPINV	-2.10 (0.2456)	-1.83 (0.6498)	-5.93* (0.000)	-5.94* (0.000)
DEPEDUC	-0.90 (0.7537)	-1.26 (0.7003)	-6.65* (0.000)	-6.40* (0.0003)
CROISSANCE_inclusive	-1.06 (0.7076)	-2.20 (0.4616)	-4.21* (0.0045)	-4.21* (0.0182)

*Désigne le rejet de H_0 à un seuil de 5% (H_0 : présence d'une racine unitaire).

D'après le tableau, nous constatons que pour les séries exprimées en première différence, les valeurs du test semblent inférieures à la valeur critique à un seuil de 5%, par conséquent on rejette H_0 (présence d'une racine unitaire). Ce résultat, implique que toutes les variables sont intégrées d'ordre un I (1). Par la suite, nous pouvons tester la présence de relations de cointégration étant donné que toutes les variables sont intégrées au même ordre.

3-1-2 Test de cointégration

Comme les variables sont tous intégrées au même ordre I (1), ceci nous permet d'étudier les relations entre les niveaux des variables, et vérifier alors les propriétés à long terme des séries (cointégration). Le tableau suivant présente les résultats du test de cointégration de Johansen.

Tableau 6: Test de cointégration : Spécification avec croissance inclusive

	Spécification : Croissance inclusive avec les dépenses publiques			Spécification Croissance inclusive avec impôts directs et indirects		
	Trace Stat.	V. critique	Prob.	Trace Stat.	V. critique	Prob.
H0 : r=0	94.72709	47.85613	0.0000	41.19060	29.79707	0.0016
Au plus r=1	17.44853	29.79707	0.6069	6.262736	15.49471	0.6645
Au plus r=2	6.779684	15.49471	0.6034	0.001340	3.841466	0.9697
Au plus r=3	0.279235	3.841466	0.5972			

Source : Résultats fournies par Eviwes (Tableau 6)

(i) : r désigne le nombre de cointégration suggéré par l'hypothèse nulle H_0 . :

La procédure de test est la suivante :

$H_0 : r = 0$.

$H_1 : r > 0$.

D'après les résultats de ce test, nous rejetons l'hypothèse nulle d'absence de cointégration ($94.72709 > 47.85613$ et $41.19060 > 29.79707$) au seuil statistique de 5%. En revanche, nous acceptons l'hypothèse nulle selon laquelle il existe une relation de cointégration entre les trois variables.

Par conséquent, la politique fiscale et les dépenses auront un impact de long terme sur la croissance inclusive et ses composantes.

3-1-3 Estimation du modèle VECM

Les résultats des estimations de la relation de long terme sont récapitulés dans les tableaux subséquents :

***Effet à long terme :**

Tableau 7: Résultats des estimations de la relation de long terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic
DEPEDUC	0.91***	0.1049	8.72
DEPINV	1.55***	0.075	20.56
DEPSANTE	1.04***	0.0633	15.77
IMPODI	0.817***	0.071	11.458
IMPOIND	0.542***	0.12	4.45

Source : Résultats fournis par Eviwes

Nous constatons que la valeur absolue de $|t\text{-Student}|$ est supérieure à 2, d'où l'existence d'un impact significatif d'une part de la croissance inclusive et les dépenses. Et de l'autre part, de la croissance inclusive et les impôts.

***Effet à court terme :**

Selon les résultats obtenus, nous constatons que toutes les variables sont statistiquement significatives.

Tableau 8: Résultats des estimations de la relation de court terme

Error Correction:	D(CROISSANC E_INCLUSIVE)	D(DEPEDUC)	D(DEPINV)	D(DEPSANTE)
CointEq1	-0.114418 (0.02357) [-4.85271]	0.895561 (0.21641) [4.13826]	-0.265712 (0.42670) [-0.62272]	0.265904 (0.05716) [4.65207]

Error Correction:	D(CROISSANC E_INCLUSIVE)	D(IMPODI)	D(IMPOIND)
CointEq1	-0.038466 (0.012323) [-3.12141]	0.307266 (0.28906) [1.06297]	0.706021 (0.07818) [9.03092]

Source : Résultats fournies par Eviwes

(***), (**) et (*) correspondent respectivement à la significativité statistique à 1%, 5% et 10%. T-statistique entre parenthèse.

L'estimation du modèle à correction d'erreur met en avant un paramètre de correction négatif (-0.11) et (-0.038) et significatif ($|t \text{ Student}| > 2$) qui atteste la présence d'un mécanisme de correction qui rappelle les variables vers leur sentier d'équilibre en cas de fluctuations aiguës. À CT. Nous constatons :

-Les dépenses d'éducation ont une vitesse d'ajustement important de (0.895561) par rapport aux dépenses d'investissement et de santé qui ont la même vitesse de 0.266.

-L'impôt indirect ajuste rapidement le déséquilibre avec un coefficient de (0.706).

3-2 Interprétations :

Les résultats montrent que les dépenses d'investissements, d'éducation et de santé permettent de réduire la pauvreté et l'inégalité des revenus, permettant ainsi de promouvoir la croissance inclusive.

D'abord, les dépenses d'investissement ont l'impact le plus fort sur la croissance inclusive. En ce qui concerne la relation entre les dépenses publiques, l'inégalité et entre la pauvreté, les résultats élaborent une relation entre les variables statistiquement significatives. D'ailleurs, selon les résultats obtenus, un accroissement de la part des dépenses d'investissements de 1%, entraîne une hausse de la croissance inclusive de 1.55 %. En plus, suite à un choc positif il semble que les dépenses d'investissement ont un effet plus important sur la croissance inclusive. L'effet positif commence à partir de la quatrième année. (Annexe6).

Par ailleurs, en Tunisie l'investissement permet d'assurer une baisse du chômage de la jeune grâce la promotion du secteur privé, depuis 2002 .la Tunisie a choisi d'inciter les investisseurs étrangers à investir dans des projets nationaux en contre partie du droit de possessions pendant une période prédéfinie. A partir de 2010 pendant la période post révolution, l'investissement est marqué par des taux relativement bas. Ce qui mène l'Etat à

instaure des incitations à l'investissement sous la forme : d'une exonération de l'impôt sur les sociétés et des droits d'importation et sur les investissements dans le capital humain et les infrastructures.

Cependant, la persistance des disparités régionales due à l'insuffisance d'investissement d'une manière égale entre les régions. Ce qui entraîne une Les inégalités économiques entre gouvernorats.

Ensuite, un accroissement de la part des dépenses de santé de 1%, entraîne une hausse de la croissance inclusive de 1.05 %. Ceci est expliqué par un ensemble de mesures telle que : la mise-en-place des mécanismes de protection sociale notamment le système de retraites ou de santé et le soutien direct aux ménages à faible revenu, l'amélioration des indicateurs de l'état générale de santé et la facilité l'accès aux soins dans tous les gouvernorats

Toutefois, les disparités régionales dans l'accès aux soins sont elles aussi assez importantes, citons par exemple la distribution géographique des médecins est très inéquitable, avec une de forte concentration dans les régions côtières.

Pour, une augmentation les dépenses d'éducation de 1%, entraîne une hausse de la croissance inclusive de 1.05 %. Ce qui due aux réformes appliquées sur les derniers années à savoir : la gratuité de l'éducation, le développement de formation professionnelle...

Malgré que les dépenses d'éducation soient en augmentation d'une année à une autre et qui sont considérées élevées, représentent 6.3% du PIB, soit plus que la moyenne de la région MENA (4.5%) et même la moyenne des pays de l'OCDE (5.3%).

La qualité d'éducation reste faible. Cela est expliqué principalement : par la disparité au niveau d'accès à l'éducation entre les régions, et l'enseignement privé qui prend de plus en plus d'ampleur, augmentant les écarts de performance et de qualité. Ce qui reflète une mauvaise orientation des dépenses et l'absence des réformes structurelles face aux changements et aux objectifs.

Les résultats sont conformés avec les études faites dans le sens où une croissance inclusive peut être favorisée à travers les dépenses de l'État et par l'encouragement du développement du capital humain.

Les fluctuations des dépenses publiques visent non seulement à assurer la stabilité économique, mais aussi à accélérer la croissance économique et promouvoir les possibilités d'emploi. Les dépenses publiques également sont utilisées pour améliorer la répartition des revenus, pour réduire la pauvreté de masse, diriger l'allocation et de déterminer la composition du produit national.

Cependant, le rôle approprié des dépenses publiques dans la promotion de la croissance économique et de l'équité demeure un élément du débat politique dans la littérature. Au-delà de leur impact macroéconomique, les politiques de dépenses peuvent affecter la croissance par plusieurs canaux, y compris leurs effets sur le développement du capital physique et humain. Ainsi, une dépense publique plus efficace en capital humain et en infrastructures est cruciale pour promouvoir la croissance et l'équité en Tunisie.

La Tunisie est confrontée à des défis importants en termes de résultats en matière de développement. Il est prouvé que les lacunes dans la prestation de l'éducation de base, de la santé et des infrastructures ont nui à l'éducation et à la santé, ainsi qu'aux investissements et à la compétitivité.

En ce qui concerne les impôts, ceux qui sont directs sont ceux qui ont eu un effet statistiquement significatif sur la croissance inclusive. Par contre, les impôts indirects exhibent un effet non statistiquement significatif sur les différentes variables. En outre, pour la croissance inclusive, ou l'impôt direct affiche un effet plus important, une hausse de long terme du taux d'imposition direct de 1% induit une hausse de la croissance inclusive de 0.81%. De même, la croissance inclusive a réagi positivement et d'une façon significative suite à un choc positif sur les impôts directs à partir de la troisième année. En ce qui concerne les impôts indirects, elles semblent avoir un effet qui demeure très faible

Dans ce cadre, en Tunisie par exemple, l'IRPP tient compte de la progressivité de l'impôt ; ceci permet de réduire l'inégalité.

En Tunisie, notre système fiscal se caractérise par une multitude des avantages fiscaux tel que, le régime forfaire d'imposition, l'incitation à l'investissement Ce qui justifie la nécessité des réformes faites et encourus de la politique fiscale depuis des années. D'ailleurs, les dernières réformes portent essentiellement sur l'équité et la justice fiscale.

Toutefois, la littérature montre un certain consensus selon lequel il existe un lien établi entre la fiscalité et la croissance économique. Le rôle de la fiscalité dans le processus de croissance dépend de la structure et de la politique fiscale du pays. Plusieurs études ont été menées à cet égard.

Dans une étude plus récente, Oyinlola et al. (2020) montrent que l'impôt total et ses composantes n'ont pas d'impact significatif sur la croissance inclusive. Selon la plupart des études publiées, la taxe pourrait freiner la croissance économique si elle n'est pas utilisée avec soin.

Par ailleurs, ce constat a été confirmé suite à la crise de covid-19. R. Mooij et al. (2020), ont fourni des orientations sur les réformes qui seront adoptées par la politique fiscale selon les besoins et les circonstances de chaque pays pour qu'elle joue son rôle dans l'inclusion. En effet, les résultats de nos estimations, ont mis en avant le rôle important que joue la politique budgétaire sur la politique. Ceci est prouvée par avant par la littérature comme le montre le tableau suivant :

Tableau 9 : La similitude entre les résultats obtenus et la littérature

	Résultats obtenus	Revus de la littératures
Dépenses d'éducation	Les dépenses publiques ont un impact positif sur la croissance inclusive en Tunisie.	* K.Hussein et al (2018), montre que l'investissement est un facteur important qui a une incidence sur la croissance inclusive en Afrique.
Dépenses de santé	Les résultats montrent les dépenses d'investissement ont l'impact le plus fort.	*H.Mobolahi(2015).leurs résultats montrent l'existence d'un impact positif et sur cette base, ont mis l'accent sur l'importance des investissements et de développement des infrastructures en vue d'accélérer la croissance inclusive.
Dépenses d'investissement		Pour les dépenses de santé et d'éducation les littératures montrent leur impact positif sur la croissance inclusive savoir : *Claus et al (2014) à travers une étude sur l'Asie, ont montré les dépenses publiques en matière d'éducation et de santé sont les deux moyens efficaces de réduire les inégalités dans les pays en développement d'Asie. * Ali et Son (2007) ont souligné l'importance des dépenses de santé et d'éducation pour l'inclusivité.

Impôts indirects	Les résultats dégagés montrent que l'impôt favorise la croissance inclusive or l'impact directes a un impact sur la croissance inclusive.	<p>* Ahmed et al. (2013) ont étudié l'impact des recettes fiscales sur la croissance économique au Pakistan et ont conclu que les impôts directs devraient être augmentés (plutôt que les impôts indirects) pour soutenir la prospérité économique du pays.</p> <p>*Tanchev.S (2016)a mené une étude économétrique pour évaluer l'impact de l'impôt sur le revenu des personnes la période 1985-2016 et ont dégagé une relation positive significative.</p> <p>*Stoilova.D (2017) est conclu que le système fiscal basé sur les taxes, sélectives à la consommation et les impôts sur le revenu des particuliers est plus favorable à la croissance économique.</p>
Impôts Directs		

Source : Elaboré par nous-même

En conclure, le lien entre la politique budgétaire et la croissance inclusive est fragile. Une politique budgétaire bien ciblée et coordonnée peut jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté et des inégalités tout en stimulant l'emploi productif pour assurer une croissance inclusive. Ceci confirme l'importance les recommandations proposées par les organismes internationaux à savoir l'OCDE, la FMI. De ce fait, la Tunisie doit accélère les réformes dans but de réaliser une croissance plus inclusive. Le tableau suivant résume les principales recommandations pour favoriser une croissance inclusive en Tunisie.

Tableau 10:Recommandations pour favoriser une croissance inclusive en Tunisie.

Objectifs de la réforme		Composantes de la réforme	Actions
Renforcement des Equilibres budgétaires	Efficacité de et équité de la fiscalité et lutte contre l'évasion fiscale.	Collecte des revenus fiscaux.	La modernisation de l'administration fiscal. Revue du régime fiscal en ce qui concerne les taux d'imposition, l'incitations et privilèges fiscaux a promulgation d'un code des impôts unique simplifiant les dispositions existantes
	Renforcer la compétitivité des Entreprises publiques.	Restructuration des entreprises publiques.	Gouvernance interne des entreprises publiques. Renforcer la transparence. Restructuration financière.
	Améliorer l'allocation du budget de développement régional.	Mécanisme d'allocation régionale basé sur la discrimination positive.	Adoption d'un indice de développement régional, d'un nouveau découpage administratif et une clé de répartition régionale.
	Modernisation, perfectionnement, décentralisation et maîtrise de la masse salariale de la fonction publique	Restructuration de la Fonction publique.	Mise en place d'un système d'évaluation des performances des fonctionnaires. Mise en place d'un système d'évaluation des rendements des structures administratives. Elaboration d'une loi sur la fonction publique.

Renforcement du cadre Institutionnel et Réglementaire	Améliorer l'exécution de l'investissement public	Renforcer le cadre légal d'investissement.	Promulguer un nouveau code d'investissement
	Améliorer le traitement judiciaire des entreprises en difficulté.	Renforcer le Cadre légal de résolution des faillites.	Promulguer des lois sur les procédures collectives et les sociétés de recouvrement
Renforcement du capital humain	Education : la réduction des inégalités dans l'accès à l'éducation dans les gouvernorats prioritaires et l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les gouvernorats prioritaires	Améliorer le développement du capital humain dans les gouvernorats prioritaires. Assurer un accès inclusif aux services spécifiques de santé, d'éducation de qualité et de proximité	L'élaboration d'une stratégie globale de lutte contre le travail informel. La réforme du système d'éducation, de façon à améliorer l'éducation professionnelle et à faciliter le passage à la vie active.
	Santé : Couverture sanitaire globale, équitable et efficace		L'élargissement d'accès aux ressources médicales prioritaires dans les gouvernorats. Réduction des disparités entre les gouvernorats en ressources médicales.

+-

Source : Élaborer par nous-même à partir des recommandations faites par des organismes internationales

Conclusion :

Dans ce présent chapitre, nous avons présenté une étude empirique de la politique budgétaire et la croissance inclusive en Tunisie. Pour ce faire, nous avons choisi les variables de la politique budgétaire sur un échantillon de 20 ans et nous avons fait recours aux tests proposés par Augmented-dickey-fuller puis le test de cointégration et enfin l'estimation VECM.

Les résultats dégagés ont prouvé l'existence d'une relation à long terme entre la politique budgétaire et la croissance inclusive.

Conclusion générale

Au cours des dernières décennies, l'inégalité des revenus s'est aggravée dans plusieurs pays. La politique budgétaire reste un instrument puissant de la politique économique et sociale entre les mains des décideurs pour influencer sur la répartition des revenus.

En effet, la politique budgétaire favorise la cohésion sociale et la stabilité politique et elle permet aussi à l'ensemble de la société de participer au processus de croissance économique, même si la contribution de différents groupes de populations varie. Or, aboutir à un modèle de répartition des revenus qui stimule la croissance, l'emploi, la pauvreté nécessite d'examiner attentivement comment la politique budgétaire influence la répartition des revenus et la pauvreté dans le cadre d'une stratégie de développement.

En effet, la possibilité d'utiliser le système fiscal et les dépenses publiques pour réduire l'inégalité sans compromettre la croissance économique qui est susceptible d'être améliorée.

Dans le contexte d'assainissement budgétaire dans de nombreuses économies, les mesures fiscales et les dépenses devraient renforcer ou maintenir les effets distributifs de la politique budgétaire tout en soutenant l'efficacité.

De manière générale, la croissance économique inclusive peut être considérée comme incluse la croissance des revenus dans lequel aucun groupe socio-économique n'est privé des bénéfices de la croissance. La politique budgétaire favorise une inclusion si elle déploie des instruments favorisant en réalisant d'abord ses objectifs traditionnels de croissance et la stabilité macroéconomique. D'où, une croissance inclusive est une croissance économique qui tient en que compte la diminution de l'inégalité et la pauvreté.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre travail. En effet, nous avons consacré notre premier chapitre à présenter et définir les concepts clés liés à la politique budgétaire et la croissance inclusive. Un deuxième chapitre pour expliquer comment la politique budgétaire favorise la croissance inclusive à travers deux volets : les dépenses et les recettes fiscales. Et finalement, nous avons présenté une étude empirique pour savoir la relation entre la croissance inclusive et la politique budgétaire en Tunisie. Pour ce faire, nous avons travaillé sur une période de 20 ans entre 2000 et 2020. Cet échantillon est considéré réduit, vu l'indisponibilité de certaines données.

En se basant sur la littérature, nous avons collecté d'abord : les dépenses de santé, d'éducation, d'investissement, les impôts directs et les impôts indirects en pourcentages du PIB. Aussi, le taux de pauvreté, l'indice de Gini et l'indice de croissance inclusive. Après, nous avons capté que nos variables sont stationnaires d'ordre 1. À cet égard, nous avons opté à l'estimation VECM pour estimer la relation à long et à court terme.

Les résultats dégagés ont montré que les dépenses et les recettes fiscales ont un impact à long terme sur la croissance inclusive. L'impact des dépenses est différent sur la croissance et la réduction de l'inégalité.

Néanmoins, notre étude est soumise à une limite, la période d'étude qui est limitée peut être prolongée pour mieux comprendre la relation entre la croissance inclusive et la politique budgétaire. Les futures recherches pourraient étendre et approfondir la présente étude en prenant en considération, l'impact du covid-19 sur la croissance inclusive d'une part. Et d'autre part de prendre les recommandations de la FMI en matière de réduction de certaines dépenses et l'amélioration du système fiscal afin d'obtenir des résultats plus significatifs et réalistes.

Références bibliographiques

- .Tanchev, S. (2016). Le rôle de l'impôt proportionnel sur le revenu sur la croissance économique de la Bulgarie. *Etudes économiques*, 25 .
- A Heshmati, J Kim, D Park (2014):Fiscal Policy and Inclusive Growth in Advanced Countries.
- A. David ,M.Petri (2013) Inclusive Growth and the Incidence of Fiscal Policy in Mauritius: Much Progress, But More Could be Done
- Abdelkader K. and R. de Mooij, forthcoming 2020, "Tax Policy and Inclusive Growth, IMF Working Paper" (Washington: International Monetary Fund).
- Acosta-Ormaechea, S., Sola, S., & Yoo, J. (2019). Tax composition and growth: a broad cross-country perspective. *German Economic Review*, 20(4), e70-e106.
- Ahmad , N. – Ahmad , A. – Yasmeen , K. (2013) :L'impact de la fiscalité sur la croissance économique du Pakistan : une approche ARDL. *Journal de la recherche scientifique fondamentale et appliquée*3(11) :392–398.
- Ali et al 2007: Measuring Inclusive Growth. *Asian Development Review*, Vol. 24(1), pp. 11
- Arnold , J. – Brys , B. – Heady , C. – Johansson , A. – Schwellnus , C. – Vartia , L. (2011) :Politique fiscale pour la reprise économique et la croissance. *Le Journal économique*121(550) :F59–F80.
- B.Brys, S.Perret, A.Thomas, P.O'Reilly (2016): Tax Design for Inclusive Economic Growth. OECD Taxation Working Papers No. 26.
- B.Clements, S.Gupta, and J.Jalles (2022) : Fiscal Policy for Inclusive Growth in Asia.
- Bernardi , L. (2013):*Conclusions récentes concernant le passage de la fiscalité directe à la fiscalité indirecte dans la ZE-17*. Document MPRA n° 47877.
- Canavire-Bacarreza , G. – Martinez-Vazquez , J. – Vulovic , V. (2013) :*Fiscalité et croissance économique en Amérique latine*. Document de travail de la BID n° IDB-WP-431.
- Christine de la Maisonneuve & Hedi Larbi & Raja Dridi, 2018. "Vers une croissance plus inclusive en Tunisie," OECD Economics Department Working Papers 1486, OECD Publishing
- Claus, I.,Martinez-Vazquez, &. Vulovic. (2014) Government Fiscal Policies and Redistribution in Asian Countries.
- Dackehag , M. – Hansson , A . (2012) : *Imposition des revenus et croissance économique : une analyse empirique de 25 pays riches de l'OCDE*. Document de travail n° 2012 du Département d'économie de l'Université de Lund : 6.
- F.Bastagli, D.Coady, and S.Gupta 2012 : Income Inequality and Fiscal Policy, IMF .
- G.Rauniyar et R.Kanbur Inclusive Growth and Inclusive Development: A Review and Synthesis of Asian Development Bank Literature.

- Gareth D. Myles, 2009. "Economic Growth and the Role of Taxation-Theory," OECD Economics Department Working Papers 713, OECD Publishing.
- Gemmell et al. (2011) : The Timing and Persistence of Fiscal Policy Impacts on Growth: Evidence from OECD Countries.
- H.Mobolaji , K.Ehigiamusoe and H.Lean (2015) : Role of fiscal policy in inclusive growth in nigeria
- International Policy centre for Inclusive Growth(IPC-IG), Working Paper No.105
- J Martinez-Vazquez · (2012). The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution : Evidence from a Large Panel of Countries. .
- JM Arnold · (2011) Tax Policy for Economic Recovery and Growth.
- K.Stephan (2010) : Measuring and Monitoring Inclusive Growth: Multiple Definitions, Open Questions, and Some Constructive Proposals
- Maisonneuve, H.Larbi et R.Dridi:(2018): vers une croissance plus inclusive en Tunisie documents de travail du departement des affaires economiques n° 1486.
- Martinez-Vazquez, J., Moreno-Dodson, B., & Vulovic, V. (2012). The impact of tax and expenditure policies on income distribution: Evidence from a large panel of countries. Andrew Young School of Policy Studies Research Paper Series, (12-30).
- Mirrlees, J. (Ed.). (2011). *Tax by design: The Mirrlees review*. OUP Oxford.
- N. Lustig, C.Pessino and J.Scott 2013: The impact of taxes and social spending on inequality and poverty in argentina, bolivia, brazil, mexico, peru and uruguay: an overview.
- N. Lustig. (2016) : Fiscal Policy, Inequality and the Poor in the Developing World.
- Neycheva, M. (2010) : Does Public Expenditure on Education Matter for Growth in Europe? A Comparison between Old EU Member States and Post-Communist Economies. *Post Communist Economies*, 22, 141-164
- Njong, AM (2010). Les effets du niveau d'instruction sur la réduction de la pauvreté au Cameroun. *Revue internationale d'études sur l'administration et la politique de l'éducation*, 2 , 001-008.
- OCDE (2015): Série "Politiques meilleures" TUNISIE :Un programme de réformes à l'appui de la compétitivité et de la croissance inclusive.
- OCDE (2002) à Soutenabilité budgétaire : Le rôle des règles, Publications OCDE, Paris.
- Pierre Aldama et Jérôme Creel 2018 « LES RÈGLES BUDGÉTAIRES »'
- Odd-Helge Fjeldstad (2013) Taxation and development: a review of donor support to strengthen tax systems in developing countries.
- Oyinlola, MA, Adedeji, AA – Bolarinwa , MO – Olabisi , N. (2020) :Gouvernance, mobilisation des ressources nationales et croissance inclusive en Afrique subsaharienne. *Analyse et politique économiques*65 :68–8.
- R .Mooij, R.Fenochietto, S.Hebous, S.Leduc et C.Buitron (2020): Politique fiscale pour une croissance inclusive après la pandémie .

- Ramos, R., Ranieri, R., Lammens, J. (2013) Mapping Inclusive Growth. International Policy centre for Inclusive Growth(IPC-IG), Working Paper No.105.
- Roberts, J. (2003). Poverty reduction outcomes in education and health: Public expenditure and aid. Overseas Development Institute.
- Stoilova , D. (2017):Structure fiscale et croissance économique: Preuve de l'Union européenne,*Contaduría y Administración*62(3):1041–1057.
- The impact of government spending on poverty reduction: Evidence from Pakistan 1972 to 2008 N.Asghar , Z.Hussain and H.Rehman.
- Zulfiqar, K. (2018). FISCAL POLICY FOR INCLUSIVE GROWTH. Pakistan Economic and Social Review, 56(1), 21-46.

Sites consultés :

<https://www.imf.org>.

<https://www.banquemondiale.org/fr/>.

<http://www.finances.gov.tn>

<http://www.ins.tn>.

ANNEXES

Annexe 1 : Construction de la variable relative à la croissance inclusive

* La variable est réalisée en faisant appel à la méthode des Analyses en composante principale.

*La première étape est de voir le nombre de composante retenue.

Tableau : Choix des composantes

Component	Eigenvalue	Difference	Proportion	Cumulative
Comp1	2.8523	2.71421	0.9508	0.9508
Comp2	0.138093	0.128489	0.0460	0.9968
Comp3	0.00960445	.	0.0032	1.0000

*Il ressort qu'on va choisir une seule composante qui possède une valeur qui dépasse l'unité.

*En plus la première composante elle accapare 95% de l'information totale ou la variance expliquée. Cette première composante constitue la mesure de la « croissance inclusive ».

Annexe 2: Corrélation entre les variables

Probability	POV	LPIB	LFBCF	IMPOIND	IMPODI	GINI	DEPSANTE	DEPINV	DEPEDUC	DEPCOU	CROISSANCE
POV	1,0000										
P-value	-----										
LPIB	-0,8712	1,0000									
P-value	0,0000	-----									
LFBCF	-0,8714	0,9815	1,0000								
P-value	0,0000	0,0000	-----								
IMPOIND	-0,0699	-0,2517	-0,2043	1,0000							
P-value	0,7635	0,2711	0,3744	-----							
IMPODI	-0,7626	0,8284	0,8069	0,0757	1,0000						
P-value	0,0001	0,0000	0,0000	0,7444	-----						
GINI	0,9798	-0,9301	-0,9211	0,0634	-0,8105	1,0000					
P-value	0,0000	0,0000	0,0000	0,7848	0,0000	-----					
DEPSANTE	-0,8843	0,8913	0,8866	0,0023	0,8449	-0,8884	1,0000				
P-value	0,0000	0,0000	0,0000	0,9921	0,0000	0,0000	-----				
DEPINV	0,6157	-0,6942	-0,6717	0,3301	-0,4445	0,6573	-0,5469	1,0000			
P-value	0,0030	0,0005	0,0009	0,1438	0,0435	0,0012	0,0103	-----			
DEPEDUC	-0,6007	0,5698	0,5073	0,0973	0,5538	-0,5740	0,6392	-0,3486	1,0000		
P-value	0,0040	0,0070	0,0189	0,6749	0,0092	0,0065	0,0018	0,1215	-----		
DEPCOU	-0,8380	0,8085	0,7971	0,1906	0,8737	-0,8349	0,9468	-0,5041	0,6532	1,0000	
P-value	0,0000	0,0000	0,0000	0,4080	0,0000	0,0000	0,0000	0,0198	0,0013	-----	
CROISSANCE	0,5698	-0,3741	-0,3633	-0,4312	-0,6871	0,5372	-0,5630	-0,1420	-0,4684	-0,6253	1,0000
P-value	0,0070	0,0948	0,1055	0,0510	0,0006	0,0120	0,0079	0,5391	0,0322	0,0024	-----

Annexe 3 : Test de racine unitaire

Null Hypothesis: IMPOIND has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.660445	0.8351
Test critical values:		
1% level	-3.808546	
5% level	-3.020686	
10% level	-2.650413	

Null Hypothesis: IMPOIND has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.216525	0.9961
Test critical values:		
1% level	-4.532598	
5% level	-3.673616	
10% level	-3.277364	

Null Hypothesis: D(IMPOIND) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.446213	0.0220
Test critical values:		
1% level	-3.831511	

5% level -3.029970
 10% level -2.655194

Null Hypothesis: D(IMPOIND) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.815284	0.0000
Test critical values:		
1% level	-4.532598	
5% level	-3.673616	
10% level	-3.277364	

Null Hypothesis: IMPODI has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.405689	0.8904
Test critical values:		
1% level	-3.808546	
5% level	-3.020686	
10% level	-2.650413	

Null Hypothesis: IMPODI has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.571290	0.0635
Test critical values:		
1% level	-4.616209	
5% level	-3.710482	
10% level	-3.297799	

Null Hypothesis: D(IMPODI) has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 4 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.390363	0.0045
Test critical values:		
1% level	-3.959148	
5% level	-3.081002	
10% level	-2.681330	

Null Hypothesis: D(IMPODI) has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 4 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.679108	0.0021
Test critical values:		
1% level	-4.728363	
5% level	-3.759743	
10% level	-3.324976	

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.676867	0.4232
Test critical values:		
1% level	-3.920350	
5% level	-3.065585	
10% level	-2.673459	

Null Hypothesis: DEPSANTE has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.316249	0.0953
Test critical values:		
1% level	-4.571559	
5% level	-3.690814	
10% level	-3.286909	

Null Hypothesis: DEPSANTE has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.711412	0.8219
Test critical values:		
1% level	-3.808546	
5% level	-3.020686	
10% level	-2.650413	

Null Hypothesis: D(DEPSANTE) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.068871	0.0464
Test critical values:		
1% level	-3.831511	
5% level	-3.029970	
10% level	-2.655194	

Null Hypothesis: D(DEPSANTE) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on Modified AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.098545	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.857386	
5% level	-3.040391	
10% level	-2.660551	

Null Hypothesis: DEPINV has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.102627	0.2456
Test critical values:		
1% level	-3.808546	
5% level	-3.020686	
10% level	-2.650413	

Null Hypothesis: D(DEPINV) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.933142	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.831511	
5% level	-3.029970	
10% level	-2.655194	

Null Hypothesis: D(DEPINV) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.942749	0.0000
Test critical values:		
1% level	-4.532598	
5% level	-3.673616	
10% level	-3.277364	

Null Hypothesis: DEPEDUC has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.901044	0.7637
Test critical values:		
1% level	-3.857386	
5% level	-3.040391	
10% level	-2.660551	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.
 Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations
 and may not be accurate for a sample size of 18

Null Hypothesis: DEPEDUC has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.263675	0.7003
Test critical values:		
1% level	-4.498307	
5% level	-3.658446	
10% level	-3.268973	

Null Hypothesis: D(DEPEDUC) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.658293	0.0000

Test critical values:	1% level	-3.857386
	5% level	-3.040391
	10% level	-2.660551

Null Hypothesis: D(DEPEDUC) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.409679	0.0003
Test critical values:		
1% level	-4.571559	
5% level	-3.690814	
10% level	-3.286909	

Null Hypothesis: CROISSANCE_INCLUSIVE has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.066732	0.7076
Test critical values:		
1% level	-3.808546	
5% level	-3.020686	
10% level	-2.650413	

Null Hypothesis: CROISSANCE_INCLUSIVE has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.205137	0.4616
Test critical values:		
1% level	-4.498307	
5% level	-3.658446	
10% level	-3.268973	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(CROISSANCE_INCLUSIVE) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.217595	0.0045
Test critical values:		
1% level	-3.831511	
5% level	-3.029970	
10% level	-2.655194	

Null Hypothesis: D(CROISSANCE_INCLUSIVE) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.217315	0.0182
Test critical values:		
1% level	-4.532598	
5% level	-3.673616	
10% level	-3.277364	

Annexe 3 : Test de Co intégration

Croissance inclusive et dépenses

Date: 09/17/22 Time: 20:35

Sample (adjusted): 2002 2020

Included observations: 19 after adjustments

Trend assumption: Linear deterministic trend

Series: CROISSANCE_INCLUSIVE DEPEDUC DEPINV
DEPSANTE

Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.982876	94.72709	47.85613	0.0000
At most 1	0.429658	17.44853	29.79707	0.6069
At most 2	0.289743	6.779684	15.49471	0.6034
At most 3	0.014589	0.279235	3.841466	0.5972

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.982876	77.27856	27.58434	0.0000
At most 1	0.429658	10.66885	21.13162	0.6802
At most 2	0.289743	6.500450	14.26460	0.5499
At most 3	0.014589	0.279235	3.841466	0.5972

Croissance inclusive et impots

Date: 09/17/22 Time: 20:38

Sample (adjusted): 2002 2020

Included observations: 19 after adjustments

Trend assumption: Linear deterministic trend

Series: CROISSANCE_INCLUSIVE IMPODI IMPOIND

Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.840914	41.19060	29.79707	0.0016
At most 1	0.280751	6.262736	15.49471	0.6645
At most 2	7.05E-05	0.001340	3.841466	0.9697

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.840914	34.92786	21.13162	0.0003
At most 1	0.280751	6.261396	14.26460	0.5799
At most 2	7.05E-05	0.001340	3.841466	0.9697

Annexe 4 : VECM

Croissance inclusive et dépenses

Vector Error Correction

Estimates

Date: 10/12/22 Time: 15:10

Sample (adjusted): 2003 2020

Included observations: 18 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CointEq1
CROISSANCE_INCLUSIVE(-1)	1.000000
DEPEDUC(-1)	-0.915647 (0.10496) [-8.72351]
DEPINV(-1)	-1.559316 (0.07582) [20.5651]
DEPSANTE(-1)	-1.046235 (0.06633) [-15.7741]
C	3.177789
<hr/>	
Error Correction:	D(CROISSANCE_INCLUSIVE)
CointEq1	-0.114418 0.895561 -0.265712 0.265904 (0.02357) (0.21641) (0.42670) (0.05716) [-4.85271] [4.13826] [0.62272] [4.65207]

D(CROISSANCE_INCLUSIVE(-1))	-0.130712 (0.33750) [-0.38730]	-0.345824 (0.30977) [-1.11639]	-0.163200 (0.61078) [-0.26720]	-0.008413 (0.08182) [-0.10283]
D(DEPEDUC(-1))	0.023636 (0.25577) [0.09241]	0.093576 (0.23476) [0.39860]	-0.110103 (0.46288) [-0.23787]	0.102446 (0.06200) [1.65223]
D(DEPINV(-1))	-0.199929 (0.34302) [-0.58284]	-1.410639 (0.31484) [-4.48043]	0.357994 (0.62078) [0.57668]	-0.176740 (0.08316) [-2.12538]
D(DEPSANTE(-1))	-1.154674 (0.99299) [-1.16282]	-2.841007 (0.91141) [-3.11714]	-0.011305 (1.79705) [0.00629]	-0.433096 (0.24072) [-1.79915]
C	0.384324 (0.17227) [2.23091]	0.277759 (0.15812) [1.75664]	0.088457 (0.31177) [0.28373]	0.105398 (0.04176) [2.52375]
<hr/>				
R-squared	0.240772	0.827427	0.096610	0.773969
Adj. R-squared	-0.075573	0.755522	-0.279802	0.679789
Sum sq. resids	1.890585	1.592711	6.191921	0.111107
S.E. equation	0.396924	0.364316	0.718327	0.096223
F-statistic	0.761106	11.50716	0.256660	8.218006
Log likelihood	-5.259523	-3.716487	-15.93676	20.24785
Akaike AIC	1.251058	1.079610	2.437417	-1.583094
Schwarz SC	1.547849	1.376400	2.734208	-1.286303
Mean dependent	0.258414	0.085238	-0.010049	0.088196

S.D. dependent 0.382726 0.736814 0.634966 0.170044

Determinant resid covariance
(dof adj.) 1.42E-05
 Determinant resid covariance 2.80E-06
 Log likelihood 12.92123
 Akaike information criterion 1.675419
 Schwarz criterion 3.060442
 Number of coefficients 28

Croissance inclusive et impôts

Vector Error Correction Estimates

Date: 10/12/22 Time: 15:12

Sample (adjusted): 2003 2020

Included observations: 18 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CointEq1
CROISSANCE_INCLUSIV E(-1)	1.000000
IMPODI(-1)	-0.817415 (0.07134) [-11.4583]
IMPOIND(-1)	-0.542906 (0.12184) [-4.45594]
C	13.17777

Error Correction:	D(CROISSANC E_INCLUSIVE)	D(IMPODI)	D(IMPOIND)
CointEq1	-0.038466 (0.012323) [-3.12141]	0.307266 (0.28906) [1.06297]	0.706021 (0.07818) [9.03092]

D(CROISSANCE_INCLUSI VE(-1))	-0.349712 (0.29420) [-1.18871]	-0.345771 (0.69008) [-0.50106]	-0.455506 (0.18663) [-2.44062]
D(IMPODI(-1))	-0.183122 (0.12271) [-1.49235]	0.056677 (0.28783) [0.19691]	0.759837 (0.07784) [9.76102]
D(IMPOIND(-1))	-0.323513 (0.19557) [-1.65422]	0.056439 (0.45873) [0.12303]	-0.539152 (0.12407) [-4.34566]
C	0.387042 (0.11827) [3.27260]	0.371916 (0.27741) [1.34066]	0.007713 (0.07503) [0.10280]

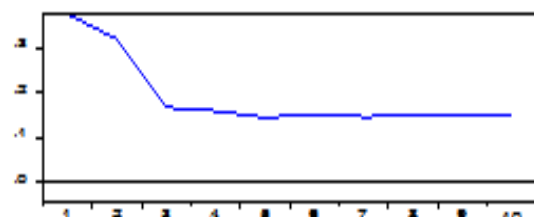
R-squared	0.304923	0.122784	0.915254
Adj. R-squared	0.091053	-0.147128	0.889179
Sum sq. resids	1.730840	9.523159	0.696578
S.E. equation	0.364886	0.855892	0.231480
F-statistic	1.425739	0.454905	35.09997
Log likelihood	-4.465011	-19.81109	3.726635
Akaike AIC	1.051668	2.756787	0.141485
Schwarz SC	1.298993	3.004113	0.388810
Mean dependent	0.258414	0.293100	0.097245
S.D. dependent	0.382726	0.799122	0.695346

Determinant resid covariance (dof adj.)	0.003893
Determinant resid covariance	0.001466
Log likelihood	-17.89839
Akaike information criterion	3.988710
Schwarz criterion	4.879081
Number of coefficients	18

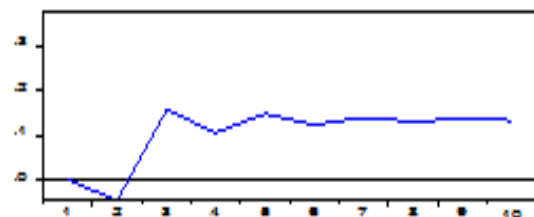
Annexe 5 : Fonctions de réponses impulsionnelles

Réaction de la croissance inclusive suite à un choc positif sur les impôts directs et indirects

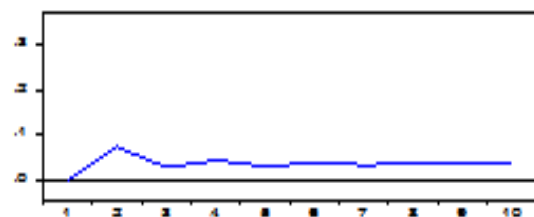
Response to Cholesky One S.D. (d.f. adjusted) Innovations
Response of CROISSANCE_INCLUSIVE to CROISSANCE_INCLUSIVE



Response of CROISSANCE_INCLUSIVE to IMPODI

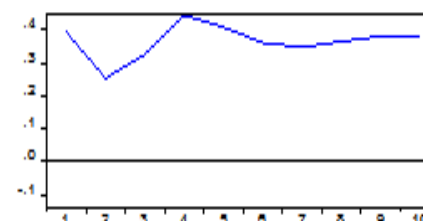


Response of CROISSANCE_INCLUSIVE to IMPOIND

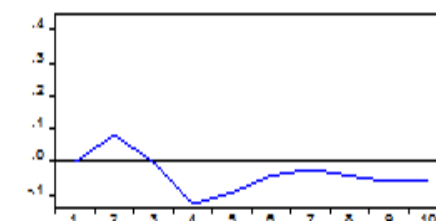


Réaction de la croissance inclusive suite à un choc positif sur les dépenses de gouvernements

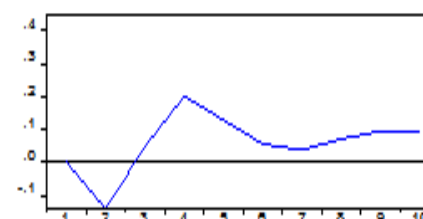
Response to Cholesky One S.D. (d.f. adjusted) Innovations
Response of CROISSANCE_INCLUSIVE to CROISSANCE_INCLUSIVE



Response of CROISSANCE_INCLUSIVE to DEPREDU



Response of CROISSANCE_INCLUSIVE to DERINV



Response of CROISSANCE_INCLUSIVE to DEPSANTE

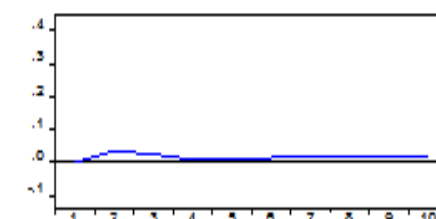


Table des matières

SOMMAIRE
LISTE DES ABREVIATIONS
LISTE DES FIGURES
LISTE DES TABLEAUX
.....
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE 1 : PRESENTATION DES CONCEPTS DE BASE	5
SECTION 1 : POLITIQUE BUDGETAIRE :	5
1. <i>Définition et typologie des règles budgétaires</i>	5
1.1 Définition :	5
1.2 Typologie des règles budgétaires :	6
2. <i>Les limites de la politique budgétaire</i> :	8
2-1 L'effet d'éviction :	8
2-2 Effet Laffer :	9
2-3 Effet Ricardo Baro :	9
2-4 Les « fuites » dans une économie ouverte :	9
3. <i>L'importance de la politique budgétaire dans l'économie de l'état</i> :	10
3-1 Intervention de l'état dans la politique budgétaire :	10
3-2 Les moyens d'interventions :	11
SECTION 2 : LA CROISSANCE INCLUSIVE	13
1. <i>Définition et dimensions de la croissance inclusive</i> :	13
1.1 Définition :	13
1.2 Les dimensions de la croissance inclusive :	15
2. <i>Les déterminants de la croissance inclusive</i> :	17
3. <i>Les indicateurs de mesure de la croissance inclusive</i> :	18
3-1 L'inégalité :	18
3-2 La pauvreté et la croissance inclusive :	20
3-3 Les indicateurs d'inclusion de la croissance économique :	21
CHAPITRE 2 :	25
POLITIQUE BUDGETAIRE EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE	25
SECTION 1 : LES DEPENSES EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE :	25
1. <i>Relation entre les dépenses publiques et la croissance inclusive</i> :	25
1.1 Les dépenses d'éducation :	25
1.2 Les dépenses de Santé :	28
1.3 Les dépenses d'investissement :	30
2. <i>Revue de la littérature</i> :	32
SECTION 2 : LES RECETTES PUBLIQUES POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE :	34
1. <i>Principes de politique fiscale pour une croissance inclusive</i>	34
1.1 Élargir les assiettes fiscales :	35
1.2 Renforcement de la progressivité globale du système budgétaire :	37
1.3 Améliorer la politique et l'administration fiscales :	38
2. <i>Revus de la littérature : Politique fiscale et croissance inclusive</i>	39
CHAPITRE 3 : ETUDE EMPIRIQUE
POLITIQUE BUDGETAIRE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE : CAS DE LA TUNISIE	43
SECTION 1 : LA POLITIQUE BUDGETAIRE EN TUNISIE :	44

1.	<i>Présentation du budget :</i>	44
1.1	Les recettes :	45
1.2	Les dépenses :	46
2.	<i>Politique budgétaire leviers de croissance : les réformes</i>	47
SECTION 2 : METHODOLOGIE EMPIRIQUE		49
1.	<i>Présentation des variables</i>	50
1.1	La croissance économique en Tunisie :	50
1.2	Évolution de la pauvreté et l'inégalité de revenus en Tunisie :	52
1.3	Dépenses d'éducation :	53
1.4	Dépenses de santé :	54
1.5	Les dépenses d'investissement (de développement) :	54
1.6	Impôt direct et indirect :	55
2.	<i>Statistiques descriptives</i>	56
3.	<i>Présentation du modèle</i>	57
4.	<i>Analyse de corrélation</i>	58
SECTION 3 : RESULTAT ET ANALYSES :		59
3-1	Tests et résultats	59
3-2	Interprétations :	63
CONCLUSION GENERALE		71
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES		73
ANNEXES		76
TABLE DES MATIERES		87

RESUME

La politique budgétaire joue un rôle important dans la réalisation d'une croissance économique inclusive car elle peut réduire les inégalités, atténuer la pauvreté et en réglementant les dépenses publiques et les impôts. Les recherches examinent le rôle de la politique budgétaire dans la réduction de la pauvreté, la réduction des inégalités, à travers une bonne gestion des dépenses de santé et d'investissements, d'éducation et la redistribution des ressources à savoir ses les ressources fiscales et surtout la réalisation d'une croissance économique inclusive. En utilisant, diverses composantes des dépenses publiques et des impôts, nous évaluons en estimant des modèles vectoriels autorégressifs (VAR) et en identifiant la relation à long et à court terme entre la croissance inclusive et les dépenses d'une part. Et la croissance inclusive et la recette fiscale de l'autre part. L'analyse est faite sur une période de 20 ans (2000-2020) en Tunisie suggère que les dépenses jouent un rôle efficace dans la promotion une croissance économique inclusive. Or, les recettes fiscales n'impact pas considérablement la croissance inclusive. Le lien fragile entre la politique budgétaire et la croissance économique inclusive doit être valorisée en procédant aux réformes budgétaires nécessaires.

Mots clé : Politique budgétaire, croissance inclusive, dépenses, politique fiscale, ingégalité des revenus, pauvreté

ABSTRACT

Fiscal policy has an important role in achieving inclusive economic growth as it can reduce inequality, reduce poverty and regulate public expenditure and taxes. The research examines the role of fiscal policy in reducing poverty, reducing inequality, through the proper management of public spending on: health, education and investment and the redistribution of resources, particularly fiscal resources, and most importantly to achieving inclusive economic growth. . Various components of government expenditure and taxes are evaluated by estimating multiple vector autoregressive (VAR) and identifying the long-run and short-run relationship between inclusive growth and party spending. And inclusive growth and tax revenue on the other side. The analysis is done over a 20-year period (2000-2020) in Tunisia and suggests that expenditure has an effective role in promoting inclusive economic growth. Or, tax revenues do not have a significant impact on inclusive growth. The fragile link between fiscal policy and inclusive economic growth needs to be enhanced by making the necessary fiscal reforms

Keywords: Fiscal policy, inclusive growth, expenditure, tax policy, income inequality, poverty.